

Groupe Crédit du Nord



Actualisation du Document de Référence 2011

(rapport financier semestriel
au 30 juin 2012 inclus)



BANQUE
COURTOIS



Banque
Kolb



Banque
Laydernier



BANQUE
NUGER



Banque
Rhône-Alpes



Banque
Tarneaud



Société
Marseillaise de Crédit



Crédit
du Nord



SOMMAIRE

1	Responsable du Document de Référence	4
	1. Nom du responsable	4
	2. Attestation du responsable.....	4
2	Responsables du Contrôle des Comptes	5
	Commissaires aux Comptes titulaires	5
	Commissaires aux Comptes suppléants	5
3	Gouvernement d'entreprise	6
	1. Organes d'administration et de direction au 30 juin 2012.....	6
	2. Assemblée Générale du 11 mai 2012	7
	3. Comité d'Audit	8
	4. Réorganisation géographique de banques du Groupe Crédit du Nord	8
4	Comptes consolidés au 30 juin 2012	9
	1. Chiffres clés au 30 juin 2012	9
	2. Rapport de gestion	11
	3. Etats de synthèse.....	25
	Bilan consolidé.....	25
	Compte de résultat consolidé.....	26
	Evolution des capitaux propres.....	27
	Tableau des flux de trésorerie	30
	4. Annexe aux comptes consolidés	31
	5. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	51
5	Ratios de solvabilité Bâle 2	52
6	Tables de concordance	53
	1. Table de concordance de l'actualisation	53
	2. Table de concordance du rapport financier semestriel	56

1 Responsable du Document de Référence

1. Nom du responsable :

Philippe AYMERICH, Directeur Général du Crédit du Nord.

2. Attestation du responsable du document :

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du Document de Référence 2011 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité constitué par les sections de la présente actualisation listées dans la table de concordance à la section 6 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence 2011 et de la présente actualisation.

Les informations financières historiques présentées dans le document de référence 2011 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 134 et 135, 196 et 197 puis en pages 198, 199 et 200 du Document de Référence 2011, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2010, en pages 138 et 139, 204 et 205 puis en pages 206 et 207 du Document de Référence 2010. Les rapports des contrôleurs légaux référant aux comptes sociaux 2010 et 2011 contiennent des observations.

Paris, le 29 août 2012

Le Directeur Général,
Philippe AYMERICH



2 Responsables du Contrôle des Comptes

ERNST & YOUNG et Autres

Représenté par Bernard HELLER

Adresse :

1/2, place des Saisons
92 400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Date de nomination :

4 mai 2000 pour six exercices.

Date du dernier renouvellement du mandat :

11 mai 2012 pour six exercices

Suppléant :

Société PICARLE et Associés
Représenté par Marc CHARLES

Adresse :

1/2, place des Saisons
92 400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Date de nomination :

18 mai 2006, pour six exercices .

Date du dernier renouvellement du mandat :

11 mai 2012 pour six exercices

DELOITTE & ASSOCIES

Représenté par Jean-Marc MICKELER

Adresse :

185, avenue Charles de Gaulle
92 200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination :

4 mai 2000 pour six exercices.

Date du dernier renouvellement du mandat :

11 mai 2012 pour six exercices

Suppléant :

Société BEAS
Représenté par Mireille BERTHELOT

Adresse :

7-9, villa Houssay
92 200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination :

4 mai 2000 pour six exercices

Date du dernier renouvellement du mandat :

11 mai 2012 pour six exercices

3

Gouvernement d'entreprise

1. Organes d'administration et de direction au 30 juin 2012

Conseil d'Administration Date 1^{re} nomination Echéance du mandat Assemblée Générale de mai

Président du Conseil d'Administration

Jean-François SAMMARCELLI 1^{er} janvier 2010 2013

Administrateurs

Didier ALIX	7 janvier 2010	2016
Philippe AYMERICH**	11 janvier 2012	2015
Christophe BONDUELLE	6 mai 2011	2015
Séverin CABANNES	21 février 2007	2016
Pascal COULON*	23 juillet 2009	2012
Patrick DAHER	15 septembre 2005	2013
Jean-Pierre DHERMANT*	16 novembre 2006	2012
Bruno FLICHY	28 avril 1997	2015
Philippe HEIM	12 mai 2010	2014
Alain JAFFRAIN*	17 février 2012	2012
Thierry MULLIEZ	6 mai 2011	2015
Patrick SUET	3 mai 2001	2015

* Administrateur salarié

** Directeur Général

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois depuis le début de l'année 2012 pour étudier l'évolution du Conseil d'Administration, examiner le budget, les comptes annuels et semestriels, analyser et décider des choix importants en matière de stratégie commerciale, d'organisation et d'investissement.

L'Assemblée Générale a eu lieu le 11 mai 2012.

Comité Exécutif

Philippe AYMERICH, Directeur Général,
Philippe AMESTOY, Directeur Général Adjoint - Directeur du Marketing,
Jean-Louis KLEIN, Directeur Général Adjoint - Directeur de la Direction des Entreprises,
Thierry LUCAS, Directeur Général Adjoint - Directeur des Systèmes d'Information, des Projets et des Opérations Bancaires,
Philippe CALMELS, Directeur des Ressources Humaines,
Frédéric FIGER, Directeur Financier,
Gilles RENAUDIN, Directeur de la Direction Centrale des Risques,
Odile THOMAZEAU, Secrétaire Général,
Jérôme FOURRE, Directeur de la Communication, participe, ès qualité, aux réunions du Comité Exécutif.

2. Assemblée Générale du 11 mai 2012

Les actionnaires du Crédit du Nord, société anonyme au capital de 890 263 248 euros, divisé en 111 282 906 actions de huit euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte le 11 mai 2012 au Siège Central à Paris 8^{ème}, 59 Boulevard Haussmann.

Trois actionnaires détenant dix actions chacun, soit trente actions au total, étaient absents. Tous les autres actionnaires étaient présents ou représentés, totalisant ainsi 111 282 876 actions. Le quorum légalement exigé étant réuni, l'Assemblée a pu se tenir.

Toutes les résolutions proposées par le Conseil d'Administration ont été adoptées.

- Les comptes 2011 ont été approuvés.
- La cooptation d'un administrateur a été ratifiée : M. Philippe AYMERICH en remplacement de M. Vincent TAUPIN, démissionnaire.
- Les mandats de deux administrateurs ont été renouvelés : MM. Didier ALIX et Séverin CABANNES.
- Les mandats des cabinets des Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants ont été renouvelés pour 6 exercices.

Résolutions soumises au vote :

Résolutions de la compétence d'une Assemblée Générale Ordinaire

1. Approbation des comptes consolidés,
2. Approbation des comptes individuels et quitus aux Administrateurs,
3. Affectation du résultat,
4. Approbation des conventions réglementées visées aux articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce,
5. Ratification de la cooptation de Philippe AYMERICH,
6. Renouvellement du mandat de Didier ALIX,
7. Renouvellement du mandat de Séverin CABANNES,
8. Renouvellement du mandat du Cabinet DELOITTE et Associés, Commissaire aux Comptes titulaire,
9. Renouvellement du mandat du Cabinet ERNST & YOUNG et Autres, Commissaire aux Comptes titulaire,
10. Renouvellement du mandat du Cabinet BEAS, Commissaire aux Comptes suppléant,
11. Renouvellement du mandat du Cabinet PICARLE, Commissaire aux Comptes suppléant,
12. Ajustement de l'enveloppe globale des jetons de présence,

Résolution de la compétence d'une Assemblée Générale Extraordinaire

13. Modification statutaire,

Résolution de la compétence d'une Assemblée Générale Ordinaire

14. Pouvoirs.

3. Comité d'Audit

En 2011, le Conseil décidait de créer un Comité d'Audit composé de trois Administrateurs :

- Monsieur Didier ALIX,
- Monsieur Patrick DAHER,
- Monsieur Patrick SUET.

Réuni pour la première fois le 4 mai 2012, les conclusions des travaux menés par le Comité d'Audit ont été présentées au Conseil du 11 mai 2012.

Trois thèmes principaux ont été abordés :

- la présentation synthétique du rapport 2011 sur le contrôle interne adressé à l'Autorité de Contrôle Prudentiel, avec les enseignements à en tirer,
- le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux, marqué par le déploiement dans le réseau, au 1^{er} trimestre 2012, d'un nouvel outil permettant un meilleur ciblage des risques,
- les relations avec les autorités de tutelle, et plus particulièrement le suivi des principales missions de contrôle, qui n'appellent pas de remarque particulière.

Le travail du Comité a également consisté à essayer de comprendre les nombreux travaux menés par l'Entreprise, en matière de contrôle interne, afin de vérifier si les réponses apportées en la matière étaient pertinentes pour couvrir les risques identifiés.

L'existence de contrôles croisés, par différents corps de contrôle, contribue à renforcer l'efficacité globale des contrôles.

Néanmoins, l'externalisation de certaines activités (sous-traitance de l'informatique à SIOP*, notamment) n'exonère pas le Crédit du Nord de la nécessité de s'intéresser au résultat des contrôles de ces activités, ce point devant d'ailleurs être examiné lors de la prochaine réunion du Comité d'audit, prévue en octobre.

* Direction commune des Systèmes d'Information, Organisation et Processus, créée en 2011 avec la Société Générale

4. Réorganisation géographique de banques du Groupe Crédit du Nord

Le Crédit du Nord, suite au rachat de la Société Marseillaise de Crédit en septembre 2010, a souhaité reconfigurer le périmètre géographique des entités du Groupe présentes dans le sud est de la France afin de respecter le principe : « un territoire, une marque ».

Dans cette optique, quatre apports partiels d'actifs soumis au régime juridique et fiscal des scissions ont été décidés entre les entités présentes dans ce secteur géographique, à savoir la Banque Courtois, la Banque Rhône Alpes, le Crédit du Nord et la Société Marseillaise de Crédit (SMC).

Deux apports ont eu lieu au mois d'avril 2012 : SMC vers Banque Rhône-Alpes (secteur Drôme) et SMC vers Banque Courtois (secteur de Perpignan).

Deux autres apports sont prévus en octobre 2012 : la région Provence Alpes Côte d'Azur du Crédit du Nord à la Société Marseillaise de Crédit, et le secteur Hérault de la Banque Courtois à la Société Marseillaise de Crédit, ce qui permettra de donner à cette dernière une assise plus forte dans sa région naturelle d'influence, contribuant ainsi à l'amélioration de ses résultats.

4

Comptes consolidés au 30 juin 2012

1. Chiffres clés au 30 juin 2012

Groupe : données consolidées

Bilan

(en millions d'euros)	30/06/2012 IAS/IFRS	30/06/2011 IAS/IFRS	Variation % 2012/2011 IAS/IFRS
Dépôts clientèle	28 408,3	25 894,1	+ 9,7
Crédits clientèle	35 494,0	32 449,9	+ 9,4
Capitaux propres ⁽¹⁾	2 574,3	2 492,5	+ 3,3
Encours créances douteuses (montant brut)	2 088,0	1 954,4	+ 6,8
Dépréciations sur créances individualisées	-1 084,0	-1 013,9	+ 6,9
TOTAL DU BILAN	57 990,1	48 692,3	+ 19,1
ENCOURS D'EPARGNE GEREE	54 115,0	53 862,2	+ 0,5

(1) Inclut les résultats en formation.

Résultats

(en millions d'euros)	30/06/2012 IAS/IFRS	30/06/2011 IAS/IFRS	Variation % 2012/2011 IAS/IFRS
Produit Net Bancaire	977,4	965,7	+ 1,2
Résultat Brut d'Exploitation	366,6	361,8	+ 1,3
Résultat courant avant impôt	279,3	272,8	+ 2,4
Bénéfice net (part du Groupe)	179,4	174,5	+ 2,8

Ratios

(en %)	30/06/2012	30/06/2011
Coût du risque / Encours de crédits	0,48 %	0,54 %
Capitaux propres / Total du Bilan	4,44 %	5,12 %
Part des fonds propres durs ⁽¹⁾ / Encours pondérés Bâle II ⁽²⁾	9,05 %	7,87 %

(1) Incluent les résultats en formation, nets des prévisions de distribution de dividendes.

(2) Sans prise en compte des exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers existantes au 30 juin 2011.

Notations

		30/06/2012	30/06/2011
Standard and Poor's	CT	A - 1	A - 1
	LT	A	A +
Fitch	CT	F1 +	F1 +
	LT	A +	A +
	Intrinsèque ^(*)	bbb +	BC

(*) La notation intrinsèque est celle du Groupe Crédit du Nord considéré en tant que tel par l'agence de notation, i.e. sans prendre en compte son appartenance au Groupe Société Générale.

Résultat du Crédit du Nord (maison mère)

(en millions d'euros)	30/06/2012 FRENCH	30/06/2011 FRENCH	Variation % 2012/2011
Produit Net Bancaire	704,6	614,1	+ 14,7
Résultat Brut d'Exploitation	389,6	264,3	+ 47,4
Résultat net	286,5	178,5	+ 60,5

2. Rapport de gestion

1^{er} semestre 2012

Une croissance économique en berne sur fond de crise de la dette souveraine européenne

L'économie mondiale est en faible croissance au 1^{er} semestre 2012, ralentie par la hausse du prix des matières premières, le durcissement des politiques budgétaires en Europe et aux Etats-Unis ainsi que les tensions sur les dettes souveraines de la zone euro. Tandis que le Japon affiche une reprise de son économie, les pays émergents et les Etats-Unis restent en croissance mais à un rythme inférieur à celui d'avant-crise. En Europe, les divergences se sont accentuées : l'économie allemande reste dynamique, la France stagne, l'Espagne, l'Italie et surtout la Grèce s'enfoncent dans la récession.

Grâce à l'action de la Banque Centrale Européenne et la restructuration ordonnée de la dette grecque, les tensions financières sont retombées en tout début d'année. Le doute sur la solidité financière de l'Espagne et l'instabilité politique en Grèce ont ensuite ravivé les tensions conduisant à une hausse des taux souverains des pays les plus fragiles et à une forte volatilité des marchés boursiers.

Les politiques monétaires sont restées accommodantes aux Etats-Unis et en Europe. Dans un contexte de croissance molle et de faible inflation, la BCE a maintenu son taux directeur à 1,0 % sur le 1^{er} semestre et l'a même abaissé à 0,75 % le 5 juillet. Les taux d'intérêt longs ont pour leur part connu une tendance légèrement baissière jusqu'à fin avril puis le mouvement s'est accentué, l'OAT 10 ans se situant à 2,7 % à fin juin contre 3,15 % le 1^{er} janvier 2012.

Dans ce contexte, la France affiche une croissance quasi nulle, dans la moyenne de la zone euro. Sur l'ensemble de l'année, le taux de croissance du PIB est attendu à +0,3 % sous l'effet d'une reprise des exportations au 2nd semestre liée à la baisse de l'euro. La consommation recule. La situation sur le marché de l'emploi est particulièrement dégradée avec un taux de chômage d'environ 10 %.

Les indices boursiers ont été marqués par une hausse jusqu'à la mi-mars interrompue par les craintes sur l'Espagne. En France, le CAC 40 est à peine en croissance sur le 1^{er} semestre, clôturant à 3216 points le 30 juin, soit +1,8 % par rapport au 1^{er} janvier.

Dans un environnement économique difficile, le Groupe Crédit du Nord maintient une bonne dynamique commerciale. L'environnement de taux bas et l'évolution défavorable des indices financiers obèrent néanmoins la croissance des résultats.

Le Groupe Crédit du Nord affiche une croissance de son PNB consolidé de +1,2 % et une progression de son RBE de +1,3 %. Le coefficient d'exploitation s'établit à 62,5 %, stable par rapport au 1^{er} semestre 2011. La charge du risque est en baisse de -2,3 %. Le résultat d'exploitation consolidé augmente de +2,6 %. Le résultat net part du Groupe s'établit à 179,4 M€, en croissance de +2,8 %. Le ROE s'établit à 13,8 % pour un Tier One de 9,05 %.

Dans le respect des normes comptables IFRS, le Groupe constate dans ses résultats les mouvements de provisions sur les encours de PEL et de CEL, ainsi que la valorisation en juste valeur de ses passifs financiers.

Retraité des mouvements de provisions sur les encours de PEL et CEL ainsi que de la valorisation en juste valeur de ses passifs financiers, le PNB du Groupe s'inscrit en croissance de +1,6 % au 1^{er} semestre 2012. L'évolution maîtrisée de ses frais généraux permet au Crédit du Nord de présenter une progression du RBE après retraitements de +2,5 %. Enfin, l'évolution du coût du risque sur la période (-2,3 %) conduit à une progression du résultat d'exploitation retraité de +4,1 %.

La marge sur dépôts est en progression de +3,3 %, soit +10,0 M€. Elle bénéficie de la poursuite de la dynamique des dépôts à vue sur chacun des marchés et de celle des encours d'épargne réglementée, qui compense l'effet négatif lié à la baisse des taux courts.

La marge sur crédits est en hausse de +0,8 %, soutenue par un effet volume favorable sur les crédits aux Entreprises et obérée par la baisse des volumes et des marges sur les crédits courts des Particuliers.

La progression des commissions de services est soutenue à +2,3 %. Elles bénéficient à nouveau du développement des fonds de commerce et des efforts continus d'amélioration de l'équipement de la clientèle en produits et services bancaires et d'assurance.

Dans un contexte de marché difficile, les commissions financières du Groupe sont en baisse de -7,5 %. Les commissions d'assurance vie sont en retrait obérées par la baisse des commissions de placement alors même que les commissions sur encours résistent bien. Les commissions sur OPCVM s'affichent en repli, les rendements des SICAV monétaires étant fortement impactés par la faiblesse des taux courts et la contraction des volumes.

La Société Marseillaise de Crédit se confirme comme un relais de croissance majeur pour les années à venir

La Société Marseillaise de Crédit affiche une activité et des résultats en croissance au 1^{er} semestre 2012. La conquête est dynamique tant sur le marché des Particuliers que sur celui des Professionnels et des Entreprises. La bascule de son système informatique dans celui du Crédit du Nord, qui s'est produite au mois d'avril, est une étape capitale dans l'intégration de la SMC au sein du Groupe Crédit du Nord et permet d'accompagner de manière encore plus efficace l'activité et les projets de l'ensemble des clients de cette banque. Parallèlement, la reconfiguration du réseau se poursuit et, en octobre 2012, les agences du Crédit du Nord en région PACA et celles de la Banque Courtois dans l'Hérault rejoindront la SMC qui deviendra l'unique marque du Groupe dans le sud-est de la France.

La SMC offre un potentiel de développement important pour le Groupe Crédit du Nord sur l'ensemble de ses marchés ; elle bénéficie notamment de l'accès à la totalité de la gamme de produits du Groupe, en matière de crédits, d'épargne, de services bancaires ou d'assurances.

En parallèle, le Crédit du Nord continue de tirer parti de ses investissements commerciaux

Le Crédit du Nord a lancé au milieu des années deux mille un ambitieux programme d'ouvertures d'agences.

En cinq ans, près de 150 nouvelles agences ont été ouvertes dans des zones à fort potentiel, réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain. Ces agences ont permis à un certain nombre de clients Particuliers de grandes métropoles, et plus particulièrement d'Ile-de-France, de transférer leurs comptes dans une agence

proche de leur lieu de résidence, et ainsi de profiter d'une plus grande proximité dans leur relation bancaire.

En réalisant plus de 15% de la conquête de nouveaux clients Particuliers et Professionnels du Groupe au 1^{er} semestre 2012, les nouvelles agences participent de façon significative aux réalisations commerciales et financières du Crédit du Nord.

Leurs fonds de commerce disposent encore d'un potentiel significatif d'équipement en produits et services bancaires et leur développement continue à représenter un relais de croissance pour les années à venir.

Le Crédit du Nord a déployé avec succès son système informatique à la SMC et poursuit ses projets visant à améliorer son efficacité commerciale et la satisfaction de ses clients

L'intégration de la SMC dans les chaînes informatiques du Crédit du Nord s'est déroulée avec succès. La SMC dispose désormais des mêmes systèmes de traitement des prêts, des paiements et des remontées comptables et de gestion que le Groupe. Au-delà de la bascule informatique, ce projet a permis de mobiliser des équipes volontaires de parrainage en provenance de l'ensemble des régions et des banques régionales.

Dans le même temps, le Crédit du Nord a poursuivi l'enrichissement de son poste de travail en agence avec l'intégration de nouvelles situations de travail et de nouveaux produits et services.

Au 1^{er} semestre, des fonctionnalités relatives à la gestion des coordonnées des clients, au service de changement de domiciliation bancaire des Professionnels et à l'extension de l'outil de Gestion des Contacts aux prospects du Marché des Professionnels ont été introduits dans le poste de travail.

L'intégration de la téléphonie dans le poste de travail a par ailleurs débuté. Cette évolution permettra au conseiller de visualiser le dossier du client sur son poste de travail lors de la réception ou de l'émission d'un appel et de gérer le journal des appels et la consultation de ses messages vocaux à partir du poste de travail.

Sur le plan commercial, les travaux d'enrichissement de l'offre Multicanal se sont poursuivis au 1^{er} semestre 2012, conduisant à l'introduction d'une nouvelle fonctionnalité de saisie de virements ponctuels immédiats du site Mobile pour la clientèle de Particuliers et au lancement d'un nouveau site d'information à destination des clients actifs à l'international en vue de faciliter leur prospection et leurs opérations d'import / export.

L'outil de pilotage commercial, déployé depuis 2010 et s'appuyant sur une base de données unique, continue d'être enrichi de nouvelles informations.

Enfin, les travaux du projet « Convergence » visant à construire un système d'information commun avec

Société Générale sont en cours. Il a conduit, au cours du 1^{er} semestre 2012, aux tests d'homologation du Poste de travail commun, à la migration EBICS avec des premiers échanges de flux et à la bascule sur la plateforme monétique commune Transactis.

Activité commerciale

L'analyse de l'activité commerciale du réseau du Groupe Crédit du Nord couvre le périmètre des banques du Groupe, c'est à dire le Crédit du Nord et ses filiales bancaires.

Les indicateurs présentés sont relatifs à l'activité en euros, qui représente la quasi-totalité des activités du Groupe. Les encours repris comme les évolutions touchant aux fonds de commerce comparent des chiffres de fin de période (fin juin).

Poursuite du développement du fonds de commerce

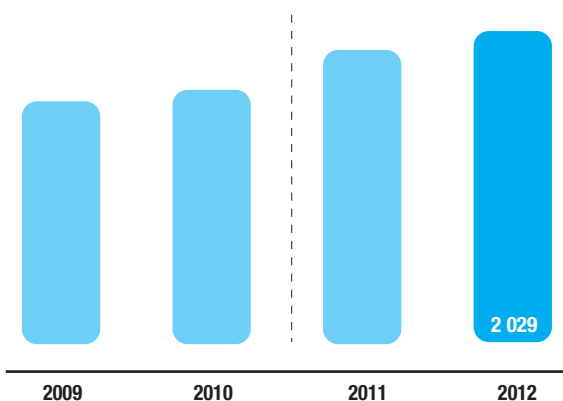
La croissance du fonds de commerce actif de **Particuliers** s'est poursuivie au 1^{er} semestre 2012, avec une conquête de près de 70 000 clients depuis début 2012, et une croissance de +3,6 % en rythme annuel. Au 30 juin 2012, le fonds de commerce compte plus de 2,0 millions de clients Particuliers.

La progression du fonds de commerce bénéficie des efforts de conquête de nouveaux clients, notamment via la recommandation et l'apport des nouvelles agences.

Fonds de commerce particuliers

(au 30 juin)

Nombre de clients (en milliers) - 2011 et 2012 y compris SMC



Les taux de croissance sont calculés sur la base des chiffres exacts et non sur la base des chiffres arrondis présentés dans les graphiques. Cette remarque vaut pour l'ensemble des graphiques du rapport.

Cette croissance s'accompagne d'une intensification du rythme de vente de produits auprès de la clientèle. L'équipement des clients en 6 produits et plus se maintient à un niveau élevé de 47,2 %.

Le Livret A continue de collecter dans un contexte de maintien du taux de rémunération à 2,25 %. Au 1^{er} semestre 2012, 58 000 livrets A ont été ouverts par nos clients ou leurs enfants, ce qui porte à 426 000 le nombre de livrets A commercialisés par le Crédit du Nord depuis son lancement. Au 30 juin 2012, le montant d'épargne confiée sous cette forme totalise 1,8 Md€.

Dans le domaine de l'assurance vie, la collecte s'est poursuivie, en particulier sur les fonds Antarius Duo et Antarius Sélection avec 29 000 contrats vendus au 1^{er} semestre 2012.

Le 1^{er} semestre s'est aussi caractérisé par le succès des contrats de prévoyance et d'assurance dommages avec près de 50 000 contrats vendus sur la période et une croissance particulièrement dynamique des produits Antarius Protection, Protection Juridique et Multirisque.

L'accès à la Banque via les canaux à distance poursuit sa progression avec 58 000 nouveaux contrats Internet ouverts au 1^{er} semestre 2012. Les contrats Internet sont désormais gratuits pour les Particuliers détenant les packages.

Le développement de la clientèle de **Professionnels** reste un axe majeur de développement pour le Crédit du Nord avec une conquête qui se développe à un rythme soutenu. Le fonds de commerce actif est en progression de +2,2 %. Ce résultat témoigne de la qualité du dispositif spécifique de proximité du Crédit du Nord, caractérisé par la présence de conseillers dédiés, en charge tant de la partie commerciale que de la partie privée de la relation et par une offre adaptée.

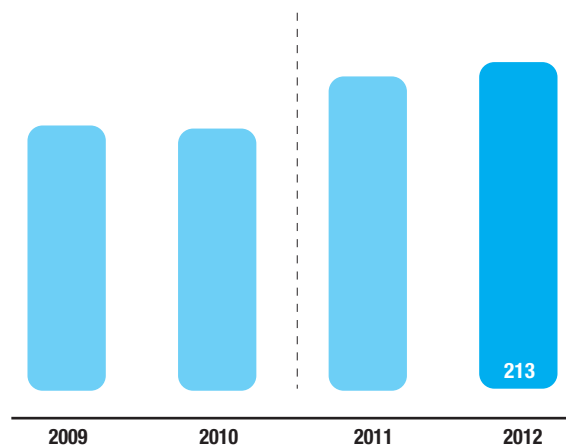
L'équipement de la clientèle se poursuit avec le succès de l'offre packagée Convention Alliance détenue par 56 % des clients Professionnels. Par ailleurs, près d'un client Professionnel sur deux est en relation à la fois commerciale et privée. Le contrat Facilinvest se développe toujours avec succès, avec près de 7500 contrats commercialisés au 1^{er} semestre 2012. Le stock de contrats augmente de +146 % sur un an.

Le nombre de Plans d'Épargne Interentreprises, produit d'épargne salariale dédié aux petites Entreprises, aux entrepreneurs individuels et aux professions libérales est en progression toujours forte de +15,4 % sur un an. L'accès au Crédit du Nord via le site Internet dédié aux Professionnels connaît une hausse d'activité de +1,7 % par rapport au 1^{er} semestre 2011, et représente 6,6 millions de connexions.

Fonds de commerce professionnels

(au 30 juin)

Nombre de clients (en milliers) - 2011 et 2012 y compris SMC



Le fonds de commerce actif des **Entreprises** est en progression de +1,7 % et plus d'une entrée en relation sur quatre se fait désormais sur des sociétés de plus de 7,5 M€ de chiffre d'affaires.

Les trois quarts sont détentrices d'un contrat Internet actif. Le nombre de connexions au site Internet dédié aux Entreprises représente 2,3 millions de connexions au 1^{er} semestre 2012, en hausse de +5,4 % par rapport au 1^{er} semestre 2011.

Fonds de commerce entreprises

(au 30 juin)

Nombre de sociétés (en milliers)



Lancement de nouveaux produits et baromètre de satisfaction

De nouveaux produits et services ont été lancés au 1^{er} semestre 2012 : sur le marché des Particuliers, avec le lancement d'une offre de crédit revolving aménagée « Etoile Avance Premium » et l'émission d'une obligation Crédit du Nord échéance juillet 2020 éligible aux contrats d'assurance-vie ; sur le marché des Professionnels et des Entreprises, avec une nouvelle offre d'assurance prévoyance à destination du dirigeant ou de l'homme clé. Un compte à terme à maturité 2 mois renouvelable a été lancé à destination des Entreprises et des Institutionnels. Il permet au client de bénéficier d'une rémunération plus attractive que celle des OPCVM monétaires tout en offrant une liquidité raisonnable.

Le baromètre ⁽¹⁾ concurrentiel de mesure de la satisfaction clientèle, réalisé au printemps 2012 auprès d'échantillons représentatifs de clients sur tous ses marchés, a positionné à nouveau le Crédit du Nord en tête des principales banques françaises sur le marché de Particuliers et ce, sur plusieurs thèmes cités : satisfaction globale client, image, agence, produits et services. Par ailleurs, le Crédit du Nord est, pour la deuxième année consécutive, en tête du baromètre sur le marché des Entreprises grâce à son dispositif commercial. Sur le marché des Professionnels, le Groupe se positionne en deuxième position en termes de satisfaction. Les

(1) Source : institut de sondage CSA, Mai 2012, baromètre concurrentiel (sondage téléphonique)

résultats de ce baromètre sont le reflet de l'excellente qualité de notre relation avec nos clients, cœur de notre modèle de développement.

Les encours d'épargne bilantielle en progression sensible

Les encours d'épargne bilantielle ont sensiblement progressé au 1^{er} semestre 2012, de +9,2 % sur un an.

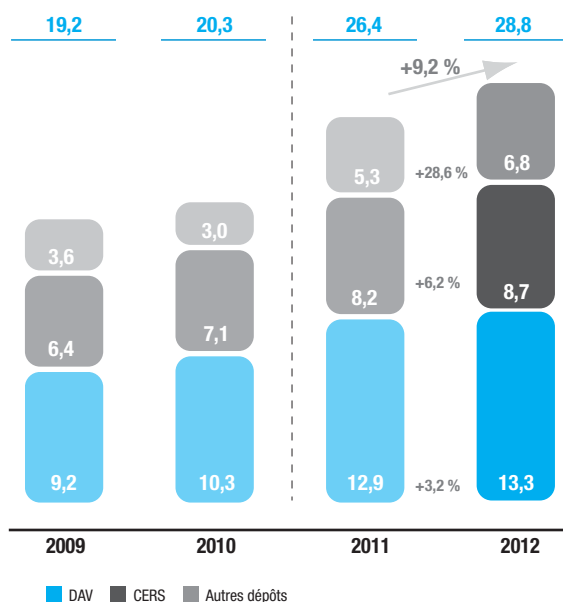
Les encours de dépôts à vue s'inscrivent en hausse de +2,6 % sur le marché de Particuliers et de +2,3 % sur le marché des Professionnels et des Entreprises. Ils bénéficient de la décollecte des OPCVM monétaires, toujours peu attractifs compte tenu du niveau particulièrement bas des taux d'intérêt. Par ailleurs, le contexte de crise a conduit les ménages à maintenir des liquidités sur leurs comptes à vue et leurs comptes d'épargne à court terme.

Les encours d'épargne bancaire des ménages, tirés par le Livret A, ont fortement progressé. L'encours de ce dernier a crû de +31,5 % pour atteindre 1,8 Mds€ à fin juin 2012. L'encours d'épargne logement est reparti à la hausse (+4,6 %), sous l'effet d'une bonne dynamique de production.

Encours de dépôts bilantiels

(au 30 juin)

(en Md€) - 2011 et 2012 y compris SMC



Le compte sur livret dédié aux Institutionnels et le compte à terme à taux progressif continuent de remporter un franc succès auprès des Entreprises permettant d'atteindre un volume d'épargne bilantielle

de 3,2 Mds€ à fin juin 2012, provenant notamment des OPCVM monétaires.

Dans le domaine de l'assurance vie, la collecte brute est en recul de -9,7 % par rapport à la référence élevée du début d'année 2011. La collecte nette demeure toutefois nettement positive au 1^{er} semestre, à la différence du marché. La part des contrats en unité de compte par rapport à celle des contrats en euros reste néanmoins limitée dans un contexte de marché déprimé. L'encours d'assurance vie progresse de +2,3 % sur un an à 15,1 Mds€.

Les encours d'OPCVM à moyen et long terme sont en baisse de -24,5 % sur un an et la collecte nette reste négative dans le contexte de marché chahuté en cette première partie de l'année. Les encours d'OPCVM à moyen et long terme s'élèvent à 2,0 Mds€.

L'encours d'OPCVM à court terme est en repli de 26,0 % sur un an, toutes clientèles confondues, les rendements des SICAV de trésorerie étant fortement impactés par la faiblesse des taux monétaires.

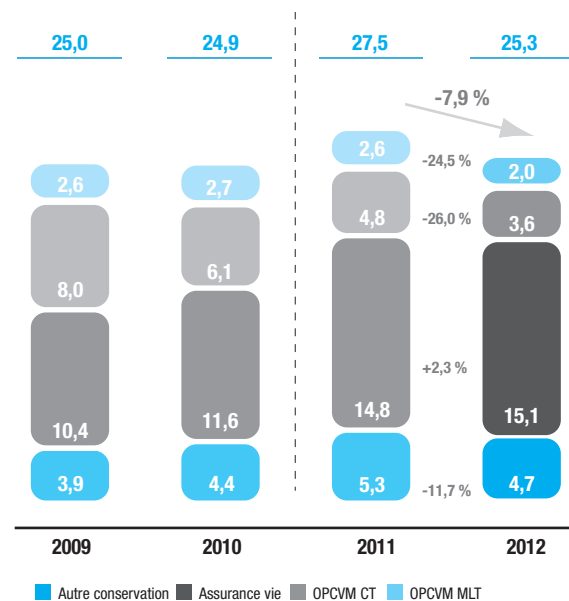
La détention de titres en direct est en baisse de -11,7 % en valeur au 30 juin 2012.

Au total, la collecte d'épargne bilantielle et d'assurance vie a permis de compenser les rachats d'OPCVM, conduisant à une stabilité des encours d'épargne gérée (bilan et hors bilan) sur un an.

Encours d'épargne hors bilan

(au 30 juin)

(en Md€) - 2011 et 2012 y compris SMC



Les productions de crédits aux particuliers en ralentissement par rapport à une référence 2011 particulièrement élevée

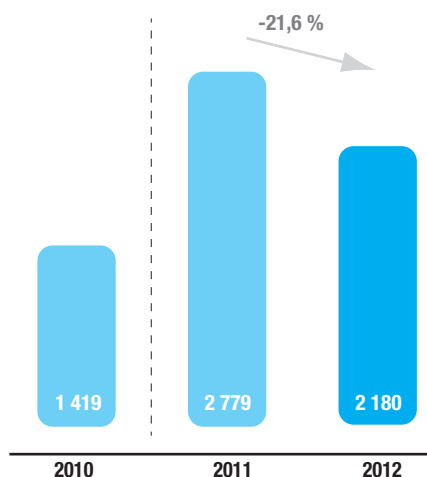
Les productions de crédits à l'habitat sont en recul sur le 1^{er} semestre 2012 : le montant total des décaissements s'élève à 2,2 Mds€, soit -21,6 % par rapport au 1^{er} semestre 2011. Le recul de productions de crédits à l'habitat demeure toutefois sensiblement inférieur au marché et l'encours progresse même de +11,3 % sur un an. Au 30 juin 2012, il s'établit à 17,6 Mds€.

Le Crédit du Nord continue de mener une politique sélective en matière de risque en fixant des seuils d'apport personnel, des taux d'endettement raisonnables et en ne commercialisant que des productions à taux fixe ou à taux variable capé sur des durées de moins de 25 ans.

Production de crédits à l'habitat

(au 30 juin)

(en millions d'euros) - 2011 et 2012 y compris SMC



Production de prêts personnels

(au 30 juin)

(en millions d'euros) - 2011 et 2012 y compris SMC

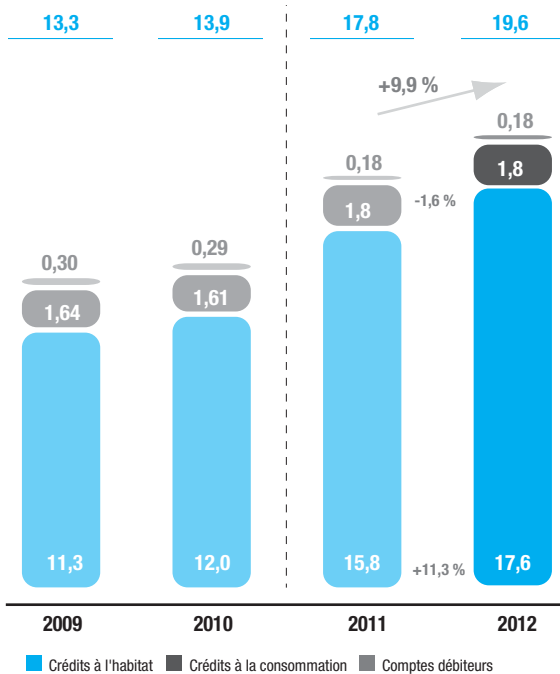


Les productions de prêts personnels affichent un repli en lien avec le recul de la consommation des ménages. Au total, l'encours est en légère baisse sur un an à -1,2 %.

Encours de crédits aux particuliers

(au 30 juin)

(en Md€) - 2011/2012 y compris SMC



L'utilisation des crédits revolving affiche une baisse après une année 2011 atone. L'encours affiche un repli de -4,2 % sur un an. Cette tendance est due à la fois à une activation moins soutenue des contrats existants et à la nouvelle Directive sur le crédit à la consommation impactant de manière négative la commercialisation de nouveaux contrats.

Le Crédit du Nord contribue de façon active au financement de l'économie

Le Crédit du Nord participe au financement de l'économie et au développement des PME, comme en témoigne la croissance de l'encours des crédits d'investissement de +6,2 % sur un an.

Le contexte de crise ainsi que l'attentisme qui a précédé les élections présidentielles ont toutefois conduit au ralentissement de la demande de crédit sur le 1^{er} semestre 2012. Dans ce contexte, la production de crédits d'investissement a reculé de -11,6 % par rapport à une année 2011 particulièrement élevée.

Production de crédits d'équipement

(au 30 juin)

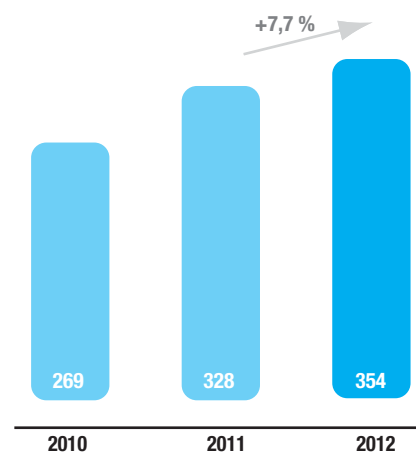
(en millions d'euros)



Production de crédit-bail mobilier

(au 30 juin)

(en millions d'euros)



Les productions de crédit bail mobilier sont orientées à la hausse, à +7,7 %. Cette activité traduit une volonté stratégique d'accompagner les Entreprises par des financements sous cette forme. Les encours de crédit bail mobilier affichent par conséquent une progression de +10,0 % sur un an.

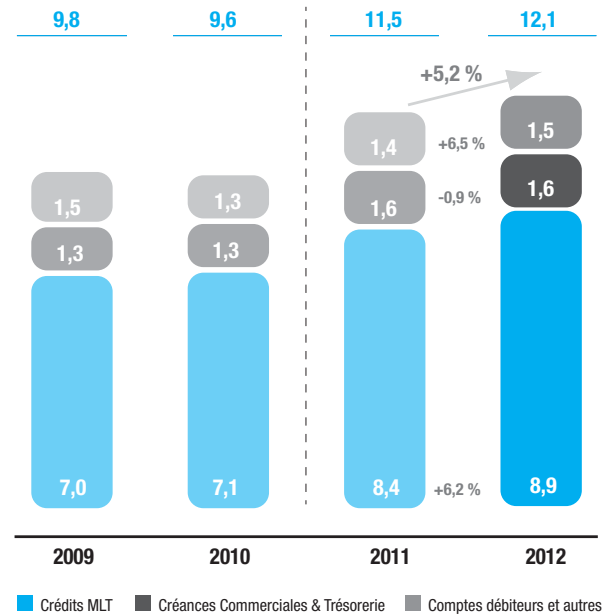
Le montant des concours à court terme aux Entreprises est en progression de +2,5 % sur un an, bénéficiant d'une augmentation des utilisations des comptes débiteurs et de la croissance des fonds de commerce.

Au total, le ratio Loan to Deposit, qui mesure le rapport entre les encours de crédits et les encours de dépôts, s'améliore de 3 points et se situe à 119 % en juin 2012. Cet équilibre résulte à la fois d'une collecte soutenue d'épargne bilantielle et d'une distribution de crédits maîtrisée.

Encours de crédits aux Entreprises

(au 30 juin)

(en Md€) - 2011 et 2012 y compris SMC



Evolutions financières

Les données présentées ci-après sont directement issues des chiffres comptables portant sur la totalité du périmètre de consolidation.

Afin de fournir une approche économique de la performance financière, les commentaires qui suivent sont retraités des effets de l'application des normes IFRS relatifs aux engagements futurs attachés aux produits d'épargne logement et à la valorisation en juste valeur des passifs financiers.

(en millions d'euros) (y compris variation de la provision PEL/CEL)	30/06/2012	30/06/2011	Variation % 2012/2011
Intérêts nets et revenus divers	573,0	556,4	+ 3,0
Commissions nettes	404,4	409,3	- 1,2
PNB	977,4	965,7	+ 1,2

Le PNB comptable consolidé du Groupe Crédit du Nord est en progression de +1,2 %. Après retraitement des provisions PEL et CEL ainsi que de la valorisation en juste valeur des passifs financiers, la croissance du PNB est portée à +1,6 %.

Cette évolution favorable s'appuie sur la résistance des marges commerciales et du commissionnement dans un contexte de marché qui demeure difficile et soumis à de fortes contraintes concurrentielles.

La marge commerciale s'inscrit en progression de +2,3 %, soit +11,6 M€ grâce à la croissance soutenue des volumes.

La marge sur dépôts est en progression de +3,3 %, soit +10,0 M€. Elle bénéficie de la poursuite de la dynamique des volumes de dépôts à vue et des encours d'épargne réglementée, qui permet de compenser l'effet négatif lié à la baisse des taux courts.

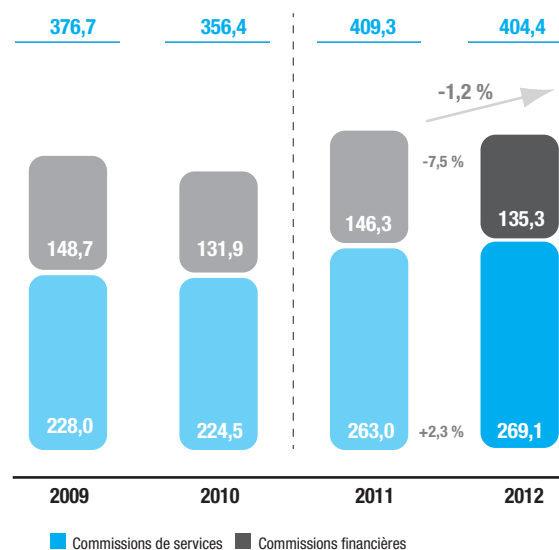
La marge sur crédits s'inscrit en hausse de +0,8 %, soit +1,6 M€. Sur le marché des Entreprises, la marge sur crédits progresse, portée par la croissance des crédits d'investissement qui bénéficient encore des niveaux élevés de production de 2011 et par la croissance des crédits à court terme. Sur le marché des Particuliers, la marge sur crédits revolving et crédits court terme est en recul, impactée par la nouvelle directive sur le crédit à la consommation.

Après retraitement des éléments présentés en introduction, les intérêts nets et revenus divers sont en progression de +3,7 %.

Commissions nettes

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros) - 2011 et 2012 y compris SMC



Les commissions nettes consolidées sont en baisse de -1,2 %. Les commissions de services consolidées s'inscrivent en hausse à +2,3 % grâce à une activité commerciale soutenue tant en termes de conquête que d'équipement de la clientèle.

Les commissions financières consolidées s'inscrivent en baisse de -7,5 %. Les commissions sur produits d'assurance vie sont en recul de -4,4 %, avec une baisse des commissions de placement en raison d'une collecte en retrait par rapport à 2011 et une hausse des commissions de gestion qui continuent de bénéficier de la croissance des encours. Par ailleurs, les commissions de gestion sur OPCVM sont en fort recul à -17,2 %, les rendements des SICAV monétaires étant fortement impactés par la baisse des taux courts et la contraction des volumes.

Les frais généraux

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	Variation % 2012/2011
Charges de personnel	361,0	361,1	0,0
Impôts et taxes	19,5	15,8	+ 23,4
Autres charges	189,2	182,7	+ 3,6
Amortissements	41,1	44,3	- 7,2
TOTAL FRAIS GENERAUX	610,8	603,9	+ 1,1

Les frais généraux comptables sont en hausse de +1,1 % avec des charges de personnel stables par rapport à 2011 et des autres charges en progression de +3,6 %, du fait notamment de la hausse des dépenses informatiques consécutives à l'intégration de la SMC.

Les impôts et taxes sont en forte hausse à +23,4 %. Pour rappel, en 2011, le Groupe a bénéficié de dégrèvements exceptionnels de TVA.

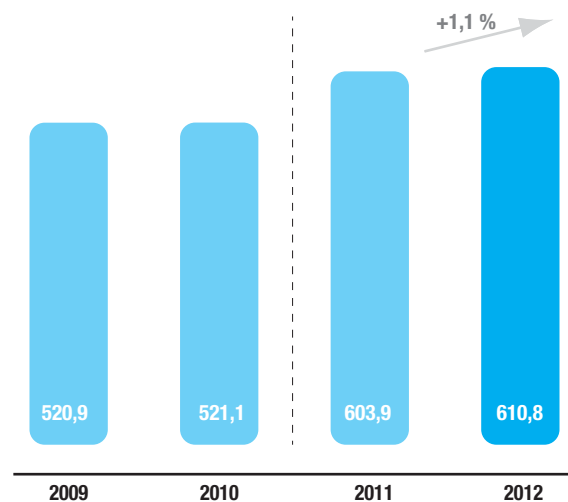
L'effectif en activité est en recul de -0,4 % par rapport à juin 2011.

	30/06/2012	30/06/2011	Variation % 2012/2011
Effectif en activité proraté Groupe	8 626	8 659	- 0,4

Charges d'exploitation

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros) - 2011 et 2012 y compris SMC



Le résultat brut d'exploitation

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	Variation % 2012/2011
PNB	977,4	965,7	+ 1,2
Frais généraux	-610,8	-603,9	+ 1,1
RBE	366,6	361,8	+ 1,3

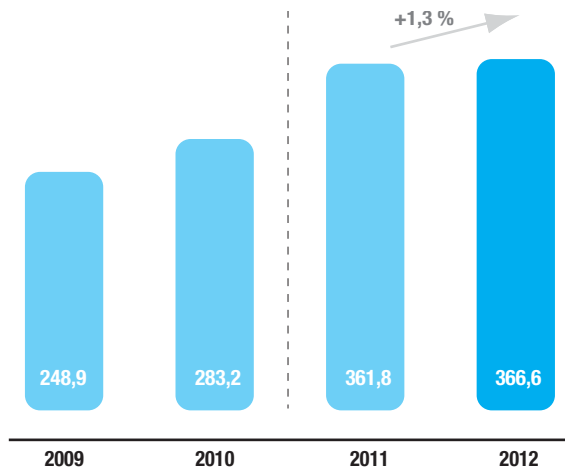
Le RBE comptable s'établit à 366,6 M€ et ressort en progression de +1,3 % par rapport 2011.

Le coefficient d'exploitation comptable s'établit à 62,5 % stable par rapport au 1^{er} semestre 2011. Il illustre ainsi la bonne performance opérationnelle du Groupe sur ce premier semestre 2012.

Résultat brut d'exploitation

(au 30 juin)

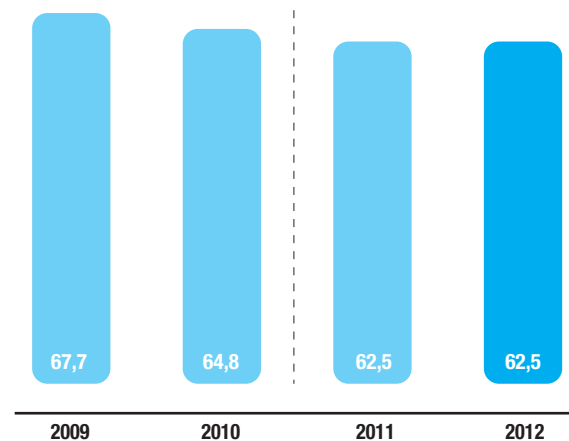
Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros) - 2011 et 2012 y compris SMC



Coefficient d'exploitation

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en %) - 2011 et 2012 y compris SMC



Le coût du risque

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	Variation % 2012/2011
Coût du risque	-87,7	- 89,8	- 2,3
Encours de crédits bruts	36 647,3	33 518,9	+ 9,3
Coût du risque sur encours annualisé	0,48 %	0,54 %	- 0,06 pt

Le coût du risque ⁽¹⁾ consolidé du Groupe Crédit du Nord s'élève à 87,7 M€ au 30 juin 2012 contre 89,8 M€ au 30 juin 2011. Rapporté au total des crédits consentis par le Groupe, ce niveau de dotation (0,48 %) est en baisse de -0,06 point par rapport au premier semestre 2011. Si l'on exclut les provisions non liées à l'activité de crédit ⁽²⁾, la baisse est plus limitée à -0,02 point.

L'activité de crédit du Groupe Crédit du Nord est orientée sur une clientèle française. La clientèle de PME et de TPE a été fortement impactée par la crise de 2009, mais a bénéficié d'une amélioration de la conjoncture en 2010 et 2011. La nouvelle dégradation conjoncturelle subie au premier semestre 2012 n'a eu jusqu'ici que des

effets limités. Il est à noter que la clientèle de PME a été plus sensible aux évolutions conjoncturelles sur cette période. Le coût du risque sur la clientèle de Particuliers reste pour sa part faible.

Dans ce contexte, le taux d'encours douteux et contentieux bruts sur les encours totaux s'établit à 5,7 % (en baisse de -0,1 point par rapport au 30 juin 2011).

Le Groupe a maintenu sa politique habituelle de provisionnement, le taux de couverture de ses encours douteux s'élève à 63,8 % y compris SMC. Il a par ailleurs poursuivi son effort de provisionnement collectif sur les portefeuilles de crédits sains.

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	Variation % 2012/2011
Créances douteuses et contentieuses (montant brut)	2 088,0	1 954,4	+ 6,8
Dépréciations sur créances individualisées	-1 084,0	-1 013,9	+ 6,9
Taux d'encours douteux et contentieux bruts sur encours totaux bruts	5,7 %	5,8 %	-0,1 pt
Taux d'encours douteux et contentieux nets sur encours totaux nets	2,8 %	2,9 %	-0,1 pt
Taux de provisionnement des encours douteux et contentieux net des sûretés reçues sur encours douteux ⁽³⁾	63,8 %	62,4 %	+ 1,4 pt

(1) Le coût du risque représente la charge nette de provisionnement sur l'activité bancaire (dotations diminuées des reprises aux comptes de provisions), ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions, minorées des récupérations sur créances amorties.

(2) 2,8 M€ de dotations au 1^{er} semestre à comparer à 9,8 M€ au 1^{er} semestre 2011.

(3) Suite à un changement de méthode en 2012, la valorisation des sûretés reçues sur encours de crédit bail douteux a été revue. La donnée au 30 juin 2011 est proforma et hors SMC.

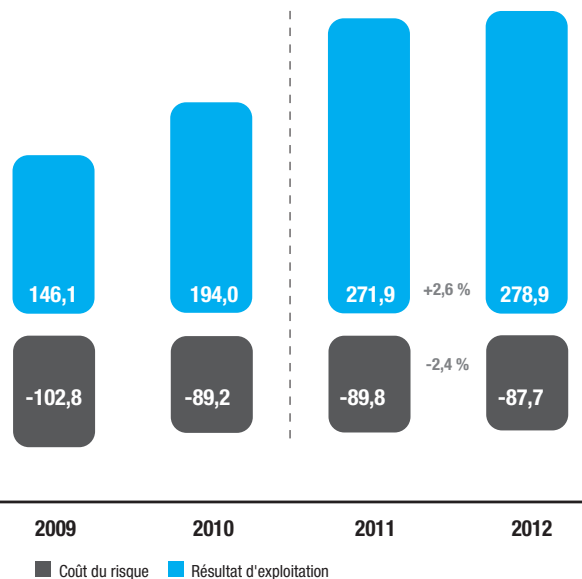
Le résultat d'exploitation

Après comptabilisation du coût du risque, le résultat d'exploitation du Groupe Crédit du Nord atteint 278,9 M€ au 1^{er} semestre 2012, en progression de +2,6 % par rapport à 2011.

Résultat d'exploitation

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros) - 2011 et 2012 y compris SMC



Le résultat net

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	Variation % 2012/2011
RESULTAT COURANT AVANT IS	279,3	272,8	+ 2,4
Impôt sur les sociétés	- 96,7	-94 ,1	+ 2,8
Intérêts minoritaires	- 3,2	- 4,2	- 23,8
RESULTAT NET PART DU GROUPE	179,4	174,5	+ 2,8

Au 1^{er} semestre 2012, le résultat net part du Groupe s'affiche à 179,4 M€, en hausse de +2,8 % par rapport à 2011.

Perspectives d'avenir

Dans un environnement difficile, le Groupe Crédit du Nord poursuit son développement commercial avec une croissance de l'ensemble de ses fonds de commerce.

L'environnement de taux bas et l'évolution défavorable des indices financiers obèrent néanmoins la croissance de son PNB qui progresse de 1,2 % au 1^{er} semestre. Le résultat d'exploitation progresse de 2,6 %, compte tenu à la fois de la bonne maîtrise globale des frais généraux à +1,1 % et d'une charge du risque en baisse de -2,3 %.

La deuxième partie de l'année 2012 s'annonce difficile : l'évolution des revenus devrait être affectée par l'alourdissement de la fiscalité des ménages et des Entreprises, les mesures visant l'épargne des Particuliers, l'atonie de la consommation, et le maintien probable des taux d'intérêt à un niveau bas. Les productions de crédit devraient continuer de ralentir dans un environnement économique dégradé.

Dans ce contexte, le Crédit du Nord continuera à développer ses relais de croissance, en tirant partie des agences ouvertes durant la dernière décennie et qui participent de façon significative aux réalisations commerciales et financières du Groupe. Ces agences disposent encore d'un potentiel significatif d'équipement en produits et services bancaires

Parallèlement, l'intégration de la Société Marseillaise de Crédit s'inscrit dans la poursuite de cette stratégie de développement. Bénéficiant d'un fort ancrage régional et d'une marque reconnue, la Société Marseillaise de Crédit permet au Crédit du Nord de constituer un acteur de référence, avec des parts de marché importantes dans le sud de la France, région particulièrement porteuse sur le plan économique et démographique. Le Crédit du Nord s'appuiera sur cette marque forte pour accélérer son développement dans cette région.

Enfin, le Crédit du Nord poursuivra ses projets de mutualisation avec Société Générale. Le projet « Convergence » lancé en 2010 et visant à construire un système d'information commun aux banques de détail du Groupe connaîtra le déploiement du poste de travail commun aux deux réseaux. Globalement, ce projet devrait contribuer à améliorer encore l'efficacité commerciale et l'offre de produits et services en faveur de la clientèle et, à moyen terme, à accélérer la baisse du coefficient d'exploitation du Groupe.

3. Etats de synthèse

Bilan consolidé

Actif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2012	31/12/2011
Caisse, banques centrales		3 528,7	1 989,3
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3	1 324,7	1 337,4
Instruments dérivés de couverture	4	1 032,0	780,0
Actifs financiers disponibles à la vente	5	8 455,7	6 668,3
Prêts et créances sur les établissements de crédit	6	6 088,1	8 098,5
Prêts et créances sur la clientèle	7	32 880,2	31 768,3
Opérations de location-financement et assimilées		2 190,0	2 123,5
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		423,8	335,8
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		37,1	37,5
Actifs d'impôts		429,0	388,5
Autres actifs		479,9	505,0
Participations dans les entreprises mises en équivalence		8,9	8,7
Immobilisations corporelles et incorporelles		603,7	608,9
Ecarts d'acquisition	8	508,3	508,0
TOTAL		57 990,1	55 157,7

Passif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2012	31/12/2011
Banques centrales		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3	1 335,7	1 378,3
Instruments dérivés de couverture	4	496,3	385,1
Dettes envers les établissements de crédit	10	8 638,1	6 607,5
Dettes envers la clientèle	11	27 661,0	27 716,7
Dettes représentées par un titre	12	9 084,0	8 749,0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		747,3	524,3
Passifs d'impôts		733,6	720,4
Autres passifs		1 015,1	1 109,7
Provisions techniques des entreprises d'assurance		4 814,0	4 482,6
Provisions	9	215,8	219,4
Dettes subordonnées		674,9	670,3
TOTAL DETTES		55 415,8	52 563,3
Capital souscrit		890,3	890,3
Instruments de capitaux propres et réserves liées		153,9	147,2
Réserves consolidées		1 247,5	1 157,5
Résultat de l'exercice		179,4	314,8
Sous-total		2 471,1	2 509,8
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	13	38,2	19,1
Sous-total capitaux propres part du Groupe		2 509,3	2 528,9
Participations ne donnant pas le contrôle		65,0	65,5
TOTAL CAPITAUX PROPRES		2 574,3	2 594,4
TOTAL		57 990,1	55 157,7

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Intérêts et produits assimilés	14	1 052,2	986,6	1 923,5
Intérêts et charges assimilées	14	-496,6	-441,4	-819,3
Dividendes sur titres à revenu variable		10,2	8,7	10,0
Commissions (produits)	15	477,9	479,5	956,4
Commissions (charges)	15	-73,5	-70,2	-140,4
Résultat net des opérations financières		3,2	-0,1	-2,2
<i>dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	16	3,4	-0,1	-1,6
<i>dont gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	17	-0,2	-	-0,6
Produits des autres activités		11,8	10,8	25,1
Charges des autres activités		-7,8	-8,2	-17,0
Produit net bancaire		977,4	965,7	1 936,1
Frais de personnel	18	-361,0	-361,1	-727,8
Impôts et taxes		-19,5	-15,8	-35,4
Autres charges		-189,2	-182,7	-380,4
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-41,1	-44,3	-88,0
Total frais généraux		-610,8	-603,9	-1 231,6
Résultat brut d'exploitation		366,6	361,8	704,5
Coût du risque	20	-87,7	-89,8	-198,0
Résultat d'exploitation		278,9	272,0	506,5
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		0,4	0,4	0,8
Gains ou pertes nets sur autres actifs		-	0,4	0,9
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition		-	-	-
Résultat avant impôt		279,3	272,8	508,2
Impôts sur les bénéfices	21	-96,7	-94,1	-185,8
Résultat net de l'ensemble consolidé		182,6	178,7	322,4
Participations ne donnant pas le contrôle		3,2	4,2	7,6
RESULTAT NET PART DU GROUPE		179,4	174,5	314,8
Résultat par action ordinaire (en euros)		1,61	1,57	2,83
Nombre d'actions composant le capital		111 282 906	111 282 906	111 282 906

Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres *

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Résultat net	182,6	178,7	322,4
Ecart de conversion	-	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	30,9	-22,4	-78,4
Réévaluation des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	-	-	-
Impôts	-11,7	10,0	20,7
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	19,2	-12,4	-57,7
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES *	201,8	166,3	264,7
Dont part du Groupe	198,5	161,9	257,5
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	3,3	4,4	7,2

* Cf note 13.

Evolution des capitaux propres

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres consolidés		Total
	Capital souscrit	Instruments de capitaux propres et réserves liées	Elimination des titres autodétenus	Réserves consolidées	Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Impôt différé sur variations de juste valeur	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	
<i>(en millions d'euros)</i>										
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2010	890,3	127,0	-	1 170,3	75,1	-	1,3	2 264,0	62,2	2 326,2
Augmentation de capital								-	-	-
Elimination des titres autodétenus								-	-	-
Emissions d'instruments de capitaux propres								-	-	-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		3,9						3,9	-	3,9
Distribution S1 2011								-	-3,9	-3,9
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle								-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	3,9	-	-	-	-	-	3,9	-3,9	0,0
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					-22,6			-22,6	0,2	-22,4
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au résultat								-	-	-
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat								10,0	10,0	10,0
Ecarts de conversion et autres variations		12,8		-12,8				-	-	-
Résultat S1 2011				174,5				174,5	4,2	178,7
Sous-total	-	12,8	-	161,7	-22,6	-	10,0	161,9	4,4	166,3
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence								-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2011	890,3	143,7	-	1 332,0	52,5	-	11,3	2 429,8	62,7	2 492,5

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres consolidés		Total
	Capital souscrit	Instruments de capitaux propres et réserves liées	Elimination des titres autodétenus	Réserves consolidées	Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Impôt différé sur variations de juste valeur	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	
<i>(en millions d'euros)</i>										
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2011	890,3	143,7	-	1 332,0	52,5	-	11,3	2 429,8	62,7	2 492,5
Augmentation de capital								-	-	-
Elimination des titres autodétenus								-	-	-
Emissions d'instruments de capitaux propres								-	-	-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		3,5						3,5	-	3,5
Distribution S2 2011								-	0,1	0,1
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle								-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	3,5	-	-	-	-	-	3,5	0,1	3,6
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					-55,4			-55,4	-0,6	-56,0
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au résultat								-	-	-
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat							10,7	10,7	-	10,7
Ecarts de conversion et autres variations								-	-	-
Résultat S2 2011				140,3				140,3	3,3	143,6
Sous-total	-	-	-	140,3	-55,4	-	10,7	95,6	2,7	98,3
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence								-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2011	890,3	147,2	-	1 472,3	-2,9	-	22,0	2 528,9	65,5	2 594,4

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres consolidés		Total
	Capital souscrit	Instruments de capitaux propres et réserves liées	Elimination des titres autodétenus	Réserves consolidées	Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Impôt différé sur variations de juste valeur	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	
<i>(en millions d'euros)</i>										
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2011	890,3	147,2	-	1 472,3	-2,9	-	22,0	2 528,9	65,5	2 594,4
Augmentation de capital								-	-	-
Elimination des titres autodétenus								-	-	-
Emissions d'instruments de capitaux propres								-	-	-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		4,5						4,5	-	4,5
Distribution S1 2012				-222,6				-222,6	-3,8	-226,4
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle								-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	4,5	-	-222,6	-	-	-	-218,1	-3,8	-221,9
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					30,8			30,8	0,1	30,9
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au résultat								-	-	-
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat							-11,7	-11,7	-	-11,7
Ecart de conversion et autres variations		2,2		-2,2				-	-	-
Résultat S1 2012				179,4				179,4	3,2	182,6
Sous-total	-	2,2	-	177,2	30,8	-	-11,7	198,5	3,3	201,8
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence								-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2012	890,3	153,9	-	1 426,9	27,9	-	10,3	2 509,3	65,0	2 574,3

Tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
FLUX DE TRESORERIE NET DES ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Bénéfice net après impôt (I)	182,6	178,7	322,4
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	41,9	45,0	89,3
Dotations nettes aux provisions et dépréciations (y compris provisions techniques d'assurance)	257,3	278,4	402,4
Quote-part de bénéfice (perte) du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	-0,4	-0,4	-0,8
Impôts différés	-7,9	-8,3	8,0
Résultat net de cessions sur actifs disponibles à la vente détenus à long terme et filiales consolidées	-0,8	-	-0,5
Variation des produits constatés d'avance	11,6	12,5	15,9
Variation des charges constatées d'avance	-5,5	-3,0	5,6
Variation des produits courus non encaissés	14,3	-3,4	-46,6
Variation des charges courues non décaissées	-102,5	24,5	152,0
Autres mouvements	113,1	139,3	260,7
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net après impôt et autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (II)	321,1	484,6	886,0
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾ (III)	-3,4	0,1	1,6
Opérations interbancaires	4 275,3	-1 622,5	-239,9
Opérations avec la clientèle	-1 227,4	-78,2	100,1
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	-1 373,1	1 508,5	347,3
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	-105,2	-95,8	-217,8
Augmentations / diminutions nettes des actifs / passifs opérationnels (IV)	1 569,6	-288,0	-10,3
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES (A)=(I)+(II)+(III)+(IV)	2 069,9	375,4	1 199,7
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	-5,5	39,1	8,3
Immobilisations corporelles et incorporelles	-37,0	-40,6	-68,1
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)	-42,5	-1,5	-59,8
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Flux de trésorerie provenant / à destination des actionnaires	-226,4	-3,8	-3,8
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement	-	270,0	190,0
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT (C)	-226,4	266,2	186,2
FLUX NET DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A) + (B) + (C)	1 801,0	640,1	1 326,1
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (hors créances rattachées)	1 988,0	930,7	930,7
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	1 434,7	1 165,9	1 165,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (hors créances rattachées)	3 527,7	1 351,8	1 988,0
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	1 696,0	1 384,9	1 434,7
VARIATION DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	1 801,0	640,1	1 326,1

(1) Le résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat comprend les résultats réalisés et latents.

4. Annexe aux comptes consolidés

Note 1	Principes comptables	32	Note 12	Dettes représentées par un titre	44
Note 2	Périmètre de consolidation	34	Note 13	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	44
Note 3	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	36	Note 14	Produits et charges d'intérêts	45
Note 4	Instruments dérivés de couverture	38	Note 15	Produits et charges de commissions	46
Note 5	Actifs financiers disponibles à la vente	38	Note 16	Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	46
Note 6	Prêts et créances sur les établissements de crédit	39	Note 17	Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	47
Note 7	Prêts et créances sur la clientèle	40	Note 18	Frais de personnel	47
Note 8	Ecart d'acquisition	41	Note 19	Plans d'avantages en action	48
Note 9	Provisions et dépréciations	41	Note 20	Coût du risque	49
Note 10	Dettes envers les établissements de crédit	43	Note 21	Impôts sur les bénéfices	50
Note 11	Dettes envers la clientèle	43			

NOTE 1 Principes comptables

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Crédit du Nord (« le Groupe ») au titre de la situation intermédiaire au 30 juin 2012, ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS (International Accounting Standards) 34 « Information financière intermédiaire ». Ainsi, les notes présentées en annexe des états financiers consolidés semestriels portent sur les événements et transactions importants pour comprendre l'évolution de la situation et de la performance financières du Groupe au cours du premier semestre 2012 ; ces notes doivent être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2011 tels qu'ils figurent dans le Document de référence au titre de l'exercice 2011.

Par ailleurs, les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Recours à des estimations

Pour la préparation des comptes consolidés semestriels résumés, l'application des principes et méthodes comptables mentionnés ci-après conduit la Direction à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés au compte de résultat, sur l'évaluation des actifs et passifs au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui s'y rapportent.

Pour réaliser ces estimations et émettre ces hypothèses, la Direction utilise les informations disponibles à la date d'établissement des comptes consolidés et peut recourir à l'exercice de son jugement. Par nature, les évaluations fondées sur ces estimations comportent des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir une incidence significative sur les états financiers.

Le recours à ces estimations concerne notamment l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers ainsi que l'évaluation des dépréciations d'actifs, des provisions et des écarts d'acquisition.

Principes et méthodes comptables retenus

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et détaillés dans la note 1 : « Principes et méthodes de consolidation, principes comptables » des états financiers consolidés de l'exercice 2011, complétés par les normes comptables ou interprétations suivantes appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2012.

Normes IFRS et interprétations IFRIC ou amendements appliqués par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2012

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union Européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendement à IFRS 7 « Informations à fournir sur les transferts d'actifs financiers »	22 novembre 2011	1 ^{er} juillet 2011

Les informations requises par cet amendement seront présentées dans les notes annexes aux comptes consolidés de l'exercice 2012. Ces nouvelles dispositions n'ont pas d'incidence sur la situation intermédiaire du 30 juin 2012.

Normes comptables ou interprétations que le Groupe appliquera dans le futur

L'IASB (International Accounting Standards Board) a publié des normes et interprétations qui n'ont pas toutes été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2012. Ces normes et interprétations entreront en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012 au plus tôt ou de leur adoption par l'Union Européenne. Elles ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2012.

Normes comptables, interprétations ou amendements adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2012

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union Européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendements à IAS 19 « Avantages au personnel »	5 juin 2012	1 ^{er} janvier 2013
Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers »	5 juin 2012	1 ^{er} juillet 2012

Les principales conséquences des amendements à IAS 19 « avantages du personnel » seront l'enregistrement obligatoire en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies et, en cas de modification de plan, la comptabilisation immédiate en résultat du coût des services passés, que les droits soient acquis ou non. Le montant avant impôts de ces éléments non encore reconnus est mentionné dans la note 21 des annexes aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et s'élevaient à -29,1 millions d'euros à cette date.

Les amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers » modifieront certaines dispositions relatives à la présentation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres dont les différentes composantes seront regroupées pour distinguer les éléments recyclables ou non en résultat.

Normes comptables, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2012

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
	12 novembre 2009	
	28 octobre 2010	
IFRS 9 « Instruments financiers Phase 1 : classement et évaluation »	et 16 décembre 2011	1 ^{er} janvier 2015
Amendement à IAS 12 « Impôt différé : recouvrement d'actifs sous-jacents »	20 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2012
IFRS 10 « Etats financiers consolidés »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IFRS 11 « Accords conjoints »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IAS 27 révisée « Etats financiers individuels »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IFRIC 20 « Coût de démantèlement dans la production d'une mine à ciel ouvert »	19 octobre 2011	1 ^{er} janvier 2013
Amendements à IFRS 7 et IAS 32 sur la compensation des actifs et passifs financiers	16 décembre 2011	1 ^{er} janvier 2013, 1 ^{er} janvier 2014
Améliorations aux IFRS - mai 2012	17 mai 2012	1 ^{er} janvier 2013
Amendements à IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12 sur les dispositions transitoires	28 juin 2012	1 ^{er} janvier 2013

Le Groupe est en cours d'analyse des incidences éventuelles de ces textes sur ses comptes consolidés.

NOTE 2 Périmètre de consolidation

	30/06/2012			31/12/2011		
	Méthode d'intégration	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode d'intégration	Taux d'intérêt	Taux de contrôle
Crédit du Nord 28, place Rihour 59800 Lille	globale	société consolidante		globale	société consolidante	
Banque Rhône-Alpes 20-22, boulevard Edouard Rey 38000 Grenoble	globale	99,99	99,99	globale	99,99	99,99
Banque Tarneaud 2-6, rue Turgot 87000 Limoges	globale	80,00	80,00	globale	80,00	80,00
Banque Courtois 33, rue de Rémusat 31000 Toulouse	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Banque Kolb 1-3, place du Général-de-Gaulle 88500 Mirecourt	globale	99,87	99,87	globale	99,87	99,87
Banque Laydernier 10, avenue du Rhône 74000 Annecy	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Banque Nuger 5, place Michel-de-L'Hospital 63000 Clermont-Ferrand	globale	64,70	64,70	globale	64,70	64,70
Société Marseillaise de Crédit 75, rue Paradis 13006 Marseille	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Norbail Immobilier 50, rue d'Anjou 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Star Lease 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Etoile ID 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Société de Bourse Gilbert Dupont 50, rue d'Anjou 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Norimmo 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Etoile Gestion Holding 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	97,73	100,00	globale	97,73	100,00

	30/06/2012			31/12/2011		
	Méthode d'intégration	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode d'intégration	Taux d'intérêt	Taux de contrôle
Anna Purna 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Nice Broc 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Nice Carros 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Kolb Investissement 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Nord Assurances Courtage 28, place Rihour 59800 Lille	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Norbail Sofergie 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Sfag 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Partira 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Crédinord Cidize 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
SC Fort De Noyelles 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	entité cédée au 30/06/2012			globale	100,00	100,00
Banque Pouyanne 12, place d'armes 64300 Orthez	mise en équivalence	35,00	35,00	mise en équivalence	35,00	35,00
Antarius ⁽¹⁾ 59, boulevard Haussmann 75008 Paris	proportionnelle	50,00	50,00	proportionnelle	50,00	50,00
Fct Blue Star Guaranteed Home Loans ⁽²⁾ 17, cours Valmy 92972 Paris La Défense	globale	100,00	100,00	globale	100,00	100,00
Fct BS CDN PPI ⁽³⁾ 17, cours Valmy 92972 Paris La Défense	globale	100,00	100,00	-	-	-
Fct BS CDN ENT ⁽³⁾ 17, cours Valmy 92972 Paris La Défense	globale	100,00	100,00	-	-	-

(1) Y compris les OPCVM d'assurance sous-consolidés.

(2) Le Fonds Commun de Titrisation Blue Star Guaranteed Home Loans a intégré le périmètre du Groupe Crédit du Nord en décembre 2011.

(3) Les Fonds Communs de Titrisation BS CDN PPI et BS CDN ENT ont intégré le périmètre du Groupe Crédit du Nord en janvier 2012.

Par ailleurs, les sociétés suivantes, dont la détention par le Groupe est échelonnée entre 40 % et 100 %, n'ont pas été retenues dans le champ de consolidation : Starvingt, Starvingt trois, Starvingt six, Starvingt huit, Amerasia 3, Amerasia 4, Snc Obbola, Snc Wav II, Immovalor service, Scem Expansion, Snc Hedin, Snc Legazpi, Snc Nordenskiöld et Snc Verthema.

NOTE 3 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat**Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

	30/06/2012				31/12/2011			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
ACTIF								
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION								
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes	1,9	-	-	1,9	5,9	-	-	5,9
Actions et autres instruments de capitaux propres	19,1	-	-	19,1	15,5	-	-	15,5
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	21,0	-	-	21,0	21,4	-	-	21,4
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT								
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes	-	107,9	-	107,9	-	120,2	-	120,2
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	0,1	1 001,5	-	1 001,6	0,1	1 007,7	-	1 007,8
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	0,1	1 109,4	-	1 109,5	0,1	1 127,9	-	1 128,0
SOUS-TOTAL ACTIFS DISTINCTS RELATIFS AUX AVANTAGES AU PERSONNEL	-	-	-	-	-	-	-	-
DERIVES DE TRANSACTION								
Instruments de taux d'intérêts	-	112,5	-	112,5	-	97,7	-	97,7
Instruments fermes	-	101,6	-	101,6	-	86,9	-	86,9
<i>Swaps</i>	-	101,6	-	101,6	-	86,9	-	86,9
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	10,9	-	10,9	-	10,8	-	10,8
<i>Options sur marchés organisés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Options de gré à gré</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Caps, floors, collars</i>	-	10,9	-	10,9	-	10,8	-	10,8
Instruments de change	-	81,7	-	81,7	-	90,3	-	90,3
Instruments fermes	-	72,4	-	72,4	-	79,8	-	79,8
Instruments conditionnels	-	9,3	-	9,3	-	10,5	-	10,5
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL DERIVES DE TRANSACTION	-	194,2	-	194,2	-	188,0	-	188,0
TOTAL ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT ⁽¹⁾	21,1	1 303,6	-	1 324,7	21,5	1 315,9	-	1 337,4

(1) Y compris les OPCVM.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2012				31/12/2011			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
PASSIF								
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION								
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes sur titres empruntés	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	-	-	-	-	0,1	-	-	0,1
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	-	-	-	-	0,1	-	-	0,1
DERIVES DE TRANSACTION								
Instruments de taux d'intérêts	-	120,8	-	120,8	-	113,0	-	113,0
Instruments fermes	-	116,1	-	116,1	-	108,1	-	108,1
<i>Swaps</i>	-	116,1	-	116,1	-	108,1	-	108,1
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	4,7	-	4,7	-	4,9	-	4,9
<i>Options sur marchés organisés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Options de gré à gré</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Caps, floors, collars</i>	-	4,7	-	4,7	-	4,9	-	4,9
Instruments de change	-	55,4	-	55,4	-	91,9	-	91,9
Instruments fermes	-	45,1	-	45,1	-	81,2	-	81,2
Instruments conditionnels	-	10,3	-	10,3	-	10,7	-	10,7
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL DERIVES DE TRANSACTION	-	176,2	-	176,2	-	204,9	-	204,9
SOUS-TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	-	1 159,5	-	1 159,5	-	1 173,3	-	1 173,3
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	-	1 335,7	-	1 335,7	0,1	1 378,2	-	1 378,3

	30/06/2012			31/12/2011		
	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité
<i>(en millions d'euros)</i>						
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT (2)	1 159,5	1 184,4	-24,9	1 173,3	1 199,5	-26,2

(2) La variation de juste valeur attribuable au risque de crédit propre a généré un produit de 1,7 million d'euros au 30 juin 2012.

Les écarts de réévaluation liés au risque de crédit émetteur du Groupe sont évalués à l'aide de modèles tenant compte des conditions les plus récentes de refinancement effectif du Groupe Crédit du Nord sur les marchés et de la maturité résiduelle des passifs concernés.

NOTE 4 Instruments dérivés de couverture

(en millions d'euros)	30/06/2012		31/12/2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couverture de juste valeur ⁽¹⁾	1 032,0	496,3	780,0	385,1
Instruments de taux d'intérêts				
Instruments fermes	1 027,9	496,3	770,5	385,1
<i>Swaps</i>	1 027,9	496,3	770,5	385,1
Instruments conditionnels	4,1	-	9,5	-
<i>Caps, floors, collars</i>	4,1	-	9,5	-
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
TOTAL	1 032,0	496,3	780,0	385,1

(1) Y compris dérivés de Macro Fair Value Hedge.

NOTE 5 Actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	30/06/2012				31/12/2011			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total
ACTIVITE COURANTE								
Effets publics et valeurs assimilées	1 627,6	-	-	1 627,6	1 484,7	-	-	1 484,7
<i>dont créances rattachées</i>				23,9				11,3
<i>dont dépréciations</i>				-				-
Obligations et autres instruments de dettes	2 423,8	3 848,4	-	6 272,2 ⁽²⁾	1 950,6	2 724,9	-	4 675,5
<i>dont créances rattachées</i>				50,6				59,5
<i>dont dépréciations</i>				-14,3				-14,3
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	0,8	102,1	4,9	107,8	0,9	49,9	4,7	55,5
<i>dont créances rattachées</i>				-				-
<i>dont pertes de valeur</i>				-3,5				-3,5
SOUS-TOTAL ACTIVITE COURANTE	4 052,2	3 950,5	4,9	8 007,6	3 436,2	2 774,8	4,7	6 215,7
Titres actions détenus à long terme	-	-	448,1	448,1	-	-	452,6	452,6
<i>dont créances rattachées</i>				-				0,1
<i>dont pertes de valeur</i>				-3,8				-4,6
SOUS-TOTAL	-	-	448,1	448,1	-	-	452,6	452,6
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE ⁽¹⁾	4 052,2	3 950,5	453,0	8 455,7	3 436,2	2 774,8	457,3	6 668,3
<i>dont titres prêtés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Y compris les OPCVM.

(2) Dont 30,2 millions d'euros de titres callables valorisés en date de call. Ils ont bien été exercés par l'émetteur le 3 juillet 2012.

NOTE 6 Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011
Comptes à vue	2 236,0	1 881,3
Comptes et prêts au jour le jour et autres	-	699,6
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
Créances rattachées	0,3	3,4
TOTAL DES CREANCES A VUE ET AU JOUR LE JOUR	2 236,3	2 584,3
Comptes et prêts à terme	3 748,6	5 416,6
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Titres reçus en pension livrée à terme	-	-
Prêts subordonnés et titres participatifs	95,6	88,2
Créances rattachées	8,1	9,9
TOTAL DES CREANCES A TERME	3 852,3	5 514,7
TOTAL BRUT	6 088,6	8 099,0
DEPRECIATION	-0,5	-0,5
TOTAL NET	6 088,1	8 098,5
Juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit	6 087,4	8 098,5

Il faut noter par ailleurs que, sur le total au 30 juin 2012 des créances sur les établissements de crédit, 4 039,7 millions d'euros correspondent à des opérations avec le Groupe Société Générale (6 056,2 millions d'euros au 31 décembre 2011).

NOTE 7 Prêts et créances sur la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Créances commerciales	809,2	873,9
Créances rattachées	0,7	0,9
TOTAL DES CREANCES COMMERCIALES	809,9	874,8
Autres concours		
Crédits de trésorerie	2 142,6	2 178,4
Crédits à l'exportation	76,0	65,9
Crédits à l'équipement	6 580,7	6 592,6
Crédits à l'habitat	17 936,9	17 123,3
Autres crédits	4 329,9	3 952,8
Créances rattachées	57,1	61,2
TOTAL AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	31 123,2	29 974,2
Comptes ordinaires débiteurs	2 037,0	1 965,2
Créances rattachées	25,6	25,5
TOTAL COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	2 062,6	1 990,7
TOTAL BRUT	33 995,7	32 839,7
Dépréciation sur créances individualisées	-1 049,6	-1 005,5
Dépréciation sur groupe d'actifs homogènes	-65,9	-65,9
DEPRECIATION	-1 115,5	-1 071,4
TOTAL NET	32 880,2	31 768,3
Titres reçus en pension livrée (y.c. créances rattachées)	-	-
TOTAL DES PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	32 880,2	31 768,3
Juste valeur des prêts et créances sur la clientèle	32 898,4	31 715,6

Le taux de provisionnement des encours douteux et contentieux net des sûretés reçues sur encours douteux est de 63,8 %. Les sûretés prises en compte ne comprennent ni les sûretés sur encours contentieux ni les sûretés sur encours de crédit bail.

Répartition des autres concours à la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Clientèle non financière	31 064,9	29 910,5
Entreprises	13 226,9	12 896,2
Particuliers	16 489,9	15 792,9
Collectivités locales	16,9	17,3
Professions libérales	1 154,2	1 010,5
Gouvernements et Administrations Centrales	33,0	53,2
Autres	144,0	140,4
Clientèle financière	1,2	2,5
TOTAL AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE VENTILES	31 066,1	29 913,0
Créances rattachées	57,1	61,2
TOTAL AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	31 123,2	29 974,2

NOTE 8 Ecarts d'acquisition*(en millions d'euros)*

Valeur brute au 31/12/2011	508,0
Acquisitions et autres augmentations	0,3
Cessions et autres diminutions	-
VALEUR BRUTE AU 30/06/2012	508,3
Dépréciations au 31/12/2011	-
Pertes de valeur	-
DEPRECIATIONS AU 30/06/2012	-
Valeur nette au 31/12/2011	508,0
VALEUR NETTE AU 30/06/2012	508,3

Principaux écarts d'acquisition nets au 30 juin 2012*(en millions d'euros)*

Banque Courtois	10,2
Banque Laydernier	12,8
Banque Kolb	22,3
Banque Tarneaud	3,3
Société Marseillaise de Crédit	454,2
Agences Fortis	5,2
Autres	0,3
VALEUR NETTE AU 30/06/2012	508,3

NOTE 9 Provisions et dépréciations**Dépréciations***(en millions d'euros)*

	Notes	Stock au 31/12/2011	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Autres	Stock au 30/06/2012
Etablissements de crédit	6	0,5	-	-	-	-	0,5
Crédits à la clientèle	7	1 005,5	169,8	-99,7	-25,8	-0,2	1 049,6
Groupes d'actifs homogènes	7	65,9	7,7	-4,4	-	-	69,2
Location-financement et assimilés		31,8	28,2	-23,4	-2,2	-	34,4
Actifs disponibles à la vente	5	22,4	-	-	-	-0,8 ⁽¹⁾	21,6
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		2,0	0,6	-	-	-	2,6
Immobilisations		1,8	-	-0,2	-	-	1,6
Autres		0,6	0,1	-0,1	-	-	0,6
TOTAL DES DEPRECIATIONS		1 130,5	206,4	-127,8	-28,0	-1,0	1 180,1

⁽¹⁾ Reprises de provisions sur titres cédés.

Provisions

(en millions d'euros)	Stock au 31/12/2011	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Effet d'actualisation	Autres	Stock au 30/06/2012
Provisions pour avantages post-emploi	53,3	4,6	-0,3	-7,4	-	-	50,2
Provisions pour avantages long terme	37,6	3,0	-	-3,4	-	-	37,2
Provisions pour indemnités de fin de contrat de travail	8,1	0,9	-0,4	-1,0	-	-	7,6
Provisions pour autres engagements sociaux	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques immobiliers ⁽²⁾	0,3	-	-	-	-	-	0,3
Provisions pour litiges	17,1	2,9	-0,5	-2,9	-	-	16,6
Provisions sur engagements hors bilan avec les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Provisions sur engagements hors bilan avec la clientèle	71,0	17,7	-11,1	-	-	-	77,6
Provisions fiscales	7,2	-	-	-2,9	-	-	4,3
Autres provisions ⁽³⁾	24,8	0,4	-0,1	-3,8	-	0,7 ⁽⁴⁾	22,0 ⁽⁵⁾
TOTAL DES PROVISIONS	219,4	29,5	-12,4	-21,4	-	0,7	215,8

(2) Les provisions pour risques immobiliers couvrent des pertes à terminaison relatives aux prises de participation dans des programmes immobiliers.

(3) Les autres provisions n'impactent pas le coût du risque.

(4) Dont dotations nettes au titre de la provision épargne-logement : 0,7 million d'euros.

(5) Le stock de provision épargne-logement s'élève à 16,5 millions d'euros au 30 juin 2012.

Provisions techniques des entreprises d'assurance

(en millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Provisions techniques des contrats d'assurance en unités de compte	901,7	914,9
Provisions techniques des autres contrats d'assurance vie	3 766,6	3 515,8
Provisions techniques des contrats d'assurance non-vie	3,3	3,1
Participation aux bénéfices différée passive	142,4	48,8
TOTAL	4 814,0	4 482,6
Participation aux bénéfices différée active	-	-0,1
Part des réassureurs	-247,3	-244,9
Provisions techniques (y compris participation aux bénéfices différée) nettes de la part des réassureurs	4 566,7	4 237,6

NOTE 10 Dettes envers les établissements de crédit

(en millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Comptes à vue	318,7	282,4
Comptes et emprunts au jour le jour	520,2	216,3
Valeurs données en pension au jour le jour	-	-
Titres donnés en pension au jour le jour	-	-
Dettes rattachées	0,1	0,1
TOTAL DES DETTES A VUE	839,0	498,8
Comptes et emprunts à terme	7 692,3	6 021,5
Valeurs données en pension à terme	-	-
Titres donnés en pension à terme	-	-
Dettes rattachées	20,0	9,6
TOTAL DES DETTES A TERME	7 712,3	6 031,1
Réévaluation des éléments couverts	86,8	77,6
TOTAL	8 638,1	6 607,5
Juste valeur des dettes envers les établissements de crédit	8 630,6	6 599,8

Il faut noter par ailleurs qu'au 30 juin 2012, sur le total des dettes envers les établissements de crédit, 4 548,7 millions d'euros représentent des opérations avec le Groupe Société Générale contre 4 541,7 millions d'euros au 31 décembre 2011.

NOTE 11 Dettes envers la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Comptes d'épargne à régime spécial à vue	8 558,6	7 681,3
Comptes d'épargne à régime spécial à terme	1 962,9	1 938,7
Comptes à vue et au jour le jour	14 103,8	14 570,6
<i>Sociétés et entrepreneurs individuels</i>	8 116,4	8 625,9
<i>Particuliers</i>	5 341,4	5 212,3
<i>Clientèle financière</i>	17,8	16,7
<i>Autres ⁽¹⁾</i>	628,2	715,7
Comptes à terme	2 038,0	2 550,0
<i>Sociétés et entrepreneurs individuels</i>	1 697,3	2 309,8
<i>Particuliers</i>	203,2	144,0
<i>Clientèle financière</i>	-	6,0
<i>Autres ⁽²⁾</i>	137,5	90,2
Valeurs données en pension livrée à terme	-	-
Titres donnés en pension livrée au jour le jour	138,6	190,9
Titres donnés en pension livrée à terme	743,2	657,4
Dettes rattachées	114,6	124,3
Dépôts de garantie	1,3	3,5
TOTAL	27 661,0	27 716,7
Juste valeur des dettes envers la clientèle	27 661,0	27 716,6

(1) Dont 110,7 millions d'euros liés aux gouvernements et administrations centrales.

(2) Dont 12,2 millions d'euros liés aux gouvernements et administrations centrales.

NOTE 12 Dettes représentées par un titre

(en millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Bons de caisse et bons d'épargne	9,4	12,5
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	7 862,4	7 189,6
Emprunts obligataires	1 175,5	1 504,9
Dettes rattachées	36,7	42,0
SOUS-TOTAL	9 084,0	8 749,0
Réévaluation des éléments couverts	-	-
TOTAL	9 084,0	8 749,0
Juste valeur des dettes représentées par un titre	9 145,7	8 811,7

NOTE 13 Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en millions d'euros)	30/06/2012	Période	31/12/2011
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
Ecarts de conversion	-	-	-
Ecart de réévaluation de la période			
Recyclage en résultat			
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	29,0	30,9	-1,9
Ecart de réévaluation de la période		25,6	
Recyclage en résultat		5,3	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-
Ecart de réévaluation de la période			
Recyclage en résultat			
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	-	-	-
Impôts	10,3	-11,7	22,0
TOTAL	39,3	19,2	20,1
Participations ne donnant pas le contrôle	1,1	0,1	1,0
PART DU GROUPE	38,2	19,1	19,1

(en millions d'euros)	30/06/2012			31/12/2011		
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Brut	Impôt	Net d'impôt
Ecarts de conversion	-	-	-	-	-	-
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	29,0	10,3	39,3	-1,9	22,0	20,1
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	29,0	10,3	39,3	-1,9	22,0	20,1
Participations ne donnant pas le contrôle	1,1	-	1,1	1,0	-	1,0
PART DU GROUPE	27,9	10,3	38,2	-2,9	22,0	19,1

NOTE 14 Produits et charges d'intérêts

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR			
Opérations avec les établissements de crédit	63,5	40,9	79,8
Opérations avec la clientèle	657,7	623,9	1 285,6
Opérations sur instruments financiers	252,7	245,8	402,9
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	106,3	82,0	185,5
<i>Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance</i>	0,3	0,4	0,9
<i>Prêts de titres</i>	-	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	146,1	163,4	216,5
Opérations de location-financement	78,3	76,0	155,2
<i>Location-financement immobilier</i>	40,2	39,3	80,6
<i>Location-financement mobilier</i>	38,1	36,7	74,6
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	-
SOUS-TOTAL	1 052,2	986,6	1 923,5
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR			
Opérations avec les établissements de crédit	-74,6	-34,8	-66,5
Opérations avec la clientèle	-185,0	-156,9	-337,3
Opérations sur instruments financiers	-205,6	-218,6	-352,2
<i>Dettes représentées par des titres</i>	-73,6	-65,5	-152,8
<i>Dettes subordonnées et convertibles</i>	-11,3	-12,8	-26,1
<i>Emprunts de titres</i>	-	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	-120,7	-140,3	-173,3
Opérations de location-financement	-31,4	-31,1	-63,2
<i>Location-financement immobilier</i>	-28,9	-28,9	-58,5
<i>Location-financement mobilier</i>	-2,5	-2,2	-4,7
Autres intérêts et charges assimilées	-	-	-0,1
SOUS-TOTAL	-496,6	-441,4	-819,3
TOTAL INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES	555,6	545,2	1 104,2

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
PRODUITS (CHARGES) NETS (NETTES) SUR			
Opérations avec les établissements de crédit	-11,1	6,1	13,3
Opérations avec la clientèle	472,7	467,0	948,3
<i>Crédits de trésorerie</i>	64,1	67,5	134,9
<i>Crédits à l'exportation</i>	1,3	0,9	1,8
<i>Crédits à l'équipement</i>	95,9	94,7	197,1
<i>Crédits à l'habitat</i>	366,9	328,0	686,7
<i>Autres</i>	-55,5	-24,1	-72,2
Opérations sur instruments financiers	47,1	27,2	50,7
Opérations de location-financement	46,9	44,9	92,0
Autres	-	-	-0,1
TOTAL INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES	555,6	545,2	1 104,2

NOTE 15 Produits et charges de commissions

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
PRODUITS DE COMMISSIONS			
Opérations avec les établissements de crédit	-	-	-
Opérations avec la clientèle	141,4	142,2	285,5
Opérations sur titres	3,4	2,5	5,9
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	1,1	1,1	2,4
Engagements de financement et de garantie	15,1	13,5	29,2
Prestations de services	316,9	320,2	633,4
Autres	-	-	-
SOUS-TOTAL	477,9	479,5	956,4
CHARGES DE COMMISSIONS			
Opérations avec les établissements de crédit	-0,2	-0,6	-0,9
Opérations sur titres	-3,0	-2,4	-5,7
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	-0,1	-0,1	-0,1
Engagements de financement et de garantie	-0,2	-0,2	-1,4
Autres	-70,0	-66,9	-132,3
SOUS-TOTAL	-73,5	-70,2	-140,4
TOTAL COMMISSIONS NETTES	404,4	409,3	816,0

NOTE 16 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Résultat net sur actifs financiers non dérivés de transaction	2,6	1,7	3,6
Résultat net sur actifs financiers à la juste valeur sur option	-0,1	2,1	3,2
Résultat net sur passifs financiers non dérivés de transaction	-	-	-
Résultat net sur passifs financiers à la juste valeur sur option ⁽¹⁾	-13,3	-9,3	-25,0
Résultat sur instruments financiers dérivés de transaction	7,1	4,3	5,1
Résultat net sur instruments de couverture en juste valeur	145,0	-46,2	370,7
Réévaluation des éléments couverts attribuable aux risques couverts	-147,3	42,3	-371,5
Part inefficace de la couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Résultat net sur opérations de change	9,4	5,0	12,3
TOTAL	3,4	-0,1	-1,6

(1) Y compris un produit de 1,7 million d'euros lié à l'écartement des spreads de crédit dans la réévaluation des passifs financiers du Groupe au 30 juin 2012 (contre un produit de 12,1 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Le résultat net sur les actifs et les passifs financiers à la juste valeur par résultat est déterminé à l'aide de techniques d'évaluation basées sur des paramètres observables.

Le résultat de cette marge n'est donc pas impacté par la variation de juste valeur d'instruments initialement valorisés à l'aide de paramètres de valorisation non basés sur des données de marché.

NOTE 17 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
ACTIVITE COURANTE			
Plus-value de cession ⁽¹⁾	8,7	3,7	6,4
Moins-value de cession ⁽²⁾	-2,9	-0,8	-3,8
Perte de valeur des titres à revenu variable	-	-	-
Participation aux bénéfices différés ou non sur actifs disponibles à la vente des filiales d'assurance	-7,7	-2,6	-3,1
SOUS-TOTAL	-1,9	0,3	-0,5
TITRES A REVENU VARIABLE DETENUS A LONG TERME			
Plus-value de cession	1,7	0,1	0,6
Moins-value de cession	-	-0,1	-0,1
Perte de valeur des titres à revenu variable	-	-0,3	-0,6
SOUS-TOTAL	1,7	-0,3	-0,1
TOTAL	-0,2	-	-0,6

(1) Dont 8,1 millions d'euros au titre des activités d'assurance au 30 juin 2012 contre 4,8 millions d'euros au 31 décembre 2011. Au 30 juin 2011, le montant s'élevait à 3,4 millions d'euros.

(2) Dont -0,4 million d'euros au titre des activités d'assurance au 30 juin 2012 contre -1,7 million d'euros au 31 décembre 2011. Au 30 juin 2011, le montant s'élevait à -0,8 million d'euros.

NOTE 18 Frais de personnel**A. Frais de personnel**

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Rémunérations du personnel	-218,2	-219,9	-442,6
Charges sociales et fiscales sur rémunérations	-51,0	-57,6	-115,1
Charges de retraite nettes - régimes à cotisations définies	-33,2	-31,9	-63,3
Charges de retraite nettes - régimes à prestations définies	-0,4	0,1	-2,7
Autres charges sociales et fiscales	-28,1	-25,0	-51,2
Participation, intéressement et abondements	-30,6	-31,0	-57,1
Transfert de charges	0,5	4,2	4,2
TOTAL	-361,0	-361,1	-727,8

Les rémunérations variables versées en 2012 au titre de 2011 s'élèvent à 25,8 millions d'euros.

B. Effectif ⁽¹⁾

	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Effectif inscrit ⁽²⁾	9 773	9 821	9 850
Effectif moyen net présent	9 498	9 509	9 566
Effectif moyen net présent directement rémunéré par le Groupe Crédit du Nord	8 867	8 957	8 951
Congés maternité, contrats de qualification / apprentissage	631	552	615

(1) Hors effectif Banque Pouyanne.

(2) Hors personnel détaché dans le groupe Société Générale.

NOTE 19 Plans d'avantages en action

1. Montant de la charge enregistrée en résultat

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Charges nettes provenant des plans d'achat d'actions	-	-	-
Charges nettes provenant des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions	-4,4	-3,9	-7,4
TOTAL	-4,4	-3,9	-7,4

2. Description des nouveaux plans mis en place au cours du premier semestre 2012

Les régimes sur capitaux propres offerts aux salariés du Groupe Crédit du Nord au cours de la période se terminant le 30 juin 2012 sont brièvement décrits ci-dessous.

Attribution gratuite d'actions

Emetteur : Société Générale	2012
Type de plan	Attribution gratuite d'actions
Autorisation des actionnaires	25/05/2010
Décision du Conseil d'Administration	02/03/2012
Nombre d'actions attribuées	184 788
Modalités de règlement	Actions Société Générale
Période d'acquisition des droits ⁽¹⁾	02/03/2012 - 31/03/2014
Conditions de performance ⁽²⁾	oui
Conditions en cas de départ du Groupe	perte
Conditions en cas de licenciement	perte
Conditions en cas de départ à la retraite	maintien
Cas de décès	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (en euros)	25,39
Actions perdues	-
Actions restantes au 30 juin 2012	184 788
Nombre d'actions réservées au 30 juin 2012	184 788
Cours des actions réservées (en euros)	29,75
Valeur des actions réservées (en millions d'euros)	5,5
Première date de cession	01/04/2016
Période d'interdiction de cession	2 ans
Juste valeur (% du cours du titre à l'attribution)	86%
Méthode de valorisation utilisée	Arbitrage

(1) Conformément à l'arrêté publié en France le 3 novembre 2009, relatif aux rémunérations des personnels dont les activités sont susceptibles d'avoir une incidence sur l'exposition aux risques des établissements de crédit et entreprises d'investissement, la charge relative aux instruments de capitaux propres attribués aux salariés professionnels des marchés financiers est enregistrée en résultat sur la période d'acquisition des droits c'est-à-dire à compter du 1^{er} janvier 2011 pour ce plan 2012.

(2) Les conditions de performance sont déclinées par pôle, direction fonctionnelle, entité ou catégorie de population. Elles sont basées sur des indicateurs de performance tels que le résultat net part du Groupe, le résultat d'exploitation, les pertes opérationnelles. La condition de performance dite « Groupe » qui s'applique au plus grand nombre d'attributaires est basée sur le résultat net part du Groupe 2013.

3. Informations sur les autres plans en capitaux propres

Attributions d'actions SG avec décote

Plan mondial d'actionnariat salarié

Au titre de la politique d'actionnariat salarié du Groupe, la Société Générale a proposé le 2 avril 2012 à ses salariés de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours de 19,19 euros avec une décote de 20% par rapport à la moyenne des 20 dernières cotations de l'action Société Générale précédant cette date.

123 391 actions ont été souscrites. La charge de ce plan pour le Groupe est nulle. En effet, le modèle de valorisation utilisé qui est conforme aux préconisations du Conseil national de la comptabilité sur les plans d'épargne entreprise, compare le gain qu'aurait obtenu le salarié à la disposition immédiate des titres Société Générale et le coût notionnel que représente pour lui le blocage sur 5 ans. Or, la moyenne des cours de clôture de l'action Société Générale observés pendant la période de souscription (du 23 avril au 7 mai) étant inférieure au coût d'acquisition des titres par le salarié, ce modèle de valorisation conduit à une valeur unitaire nulle de l'avantage.

NOTE 20 Coût du risque

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
RISQUES DE CONTREPARTIE			
Dotations nettes pour dépréciation	-85,5	-88,1	-185,6
Pertes non couvertes par des provisions	-3,2	-7,4	-16,9
Récupérations sur créances amorties	4,2	5,3	8,6
SOUS-TOTAL	-84,5	-90,2	-193,9
AUTRES RISQUES			
Dotations nettes aux autres provisions sur éléments de passifs éventuels	-2,4	0,7	-3,2
Pertes non couvertes par des provisions	-0,8	-0,3	-0,9
SOUS-TOTAL	-3,2	0,4	-4,1
TOTAL	-87,7	-89,8	-198,0

NOTE 21 Impôts sur les bénéfices

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Impôt courant	-104,6	-102,4	-177,8
Impôt différé	7,9	8,3	-8,0
TOTAL	-96,7	-94,1	-185,8

La réconciliation entre le taux d'impôt normatif du Groupe et le taux d'impôt effectif est présentée ci-dessous :

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Résultat avant impôts et résultats des sociétés mises en équivalence	278,9	272,4	507,4
Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant la contribution de 3,3 %)	34,43 %	34,43 %	34,43 %
Différences permanentes	1,57 %	1,25 %	1,49 %
Différentiel sur éléments imposés à taux réduit	-0,10 %	-0,06 %	-
Différentiel de taux d'imposition sur les profits taxés à l'étranger	-0,76 %	-0,63 %	-0,75 %
Gain d'intégration fiscale	-0,51 %	-0,58 %	0,52 %
Redressements et avoirs fiscaux	-0,14 %	-0,27 %	-0,16 %
Changement de taux d'impôt	1,07 %	-	0,93 %
Autres éléments	-0,89 %	0,40 %	0,16 %
Taux effectif d'imposition du Groupe	34,67 %	34,54 %	36,62 %

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,33 %. S'y ajoute une Contribution Sociale de 3,3 % (après application d'un abattement de 0,76 million d'euros) instaurée en 2000 ainsi qu'une Contribution Exceptionnelle de 5 % instaurée pour les exercices 2011 et 2012 pour les sociétés bénéficiaires réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros.

Les plus-values à long terme sur titres de participation sont exonérées sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges. A compter du 1^{er} janvier 2011, en application de la deuxième Loi de Finance rectificative pour 2011, cette quote-part de frais et charges s'élève à 10 % du montant de la plus-value réalisée, contre 5 % antérieurement.

En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 % sont exonérés sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges de 5 %.

Le taux d'imposition retenu pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés françaises s'élève à 34,43 % pour les résultats imposés au taux de droit commun. Pour les résultats imposés au taux réduit, le taux retenu est de 3,44 % compte tenu de la nature des opérations concernées.

5. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés du Crédit du Nord, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 28 août 2012

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG et Autres
Bernard HELLER



DELOITTE & ASSOCIES
Jean-Marc MICKELER



5

Ratios de solvabilité Bâle 2

Le ratio de solvabilité Bâle 2 s'établit à 11,3 % au 30 juin 2012 (avec un ratio Tier 1 Bâle 2 de 9,0 %).

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent ainsi à fin juin 2012 à 2 509,3 millions d'euros (à comparer à 2 528,9 millions d'euros au 31 décembre 2011). Après prise en compte des participations ne donnant pas le contrôle, des déductions prudentielles (y compris les nouvelles déductions introduites par la réglementation Bâle 2), les fonds propres prudentiels Tier 1 Bâle 2 s'élèvent à 1 509,1 millions d'euros et les encours pondérés Bâle 2 à 16 678,2 millions d'euros.

Par nature de risques, les encours pondérés s'analysent comme suit :

- les risques de crédit (15 771,4 millions d'euros) représentent 94,6 % des encours pondérés au 30 juin 2012 ;
- les risques de marché (1,4 millions d'euros) sont non significatifs au 30 juin 2012 ;
- les risques opérationnels (905,4 millions d'euros) représentent 5,4 % des encours pondérés au 30 juin 2012.

Fonds propres prudentiels, encours pondérés et ratios de solvabilité Bâle 2

(en millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Capitaux propres consolidés, part du Groupe (normes IFRS)	2 509,3	2 528,9
Participations ne donnant pas le contrôle, après estimation des dividendes prévisionnels	63,3	62,1
Immobilisations incorporelles	-147,3	-150,0
Ecart d'acquisition	-508,3	-508,0
Dividendes théoriques	-179,4	-222,6
Autres ajustements réglementaires	-117,2	-91,7
Sous-total des fonds propres de base	1 620,4	1 618,7
Déductions Bâle 2 ⁽¹⁾	-111,3	-115,0
TOTAL DES FONDS PROPRES TIER 1	1 509,1	1 503,7
Fonds propres complémentaires	635,8	662,2
Déductions Bâle 2 ⁽¹⁾	-111,3	-115,0
Participations dans les sociétés d'assurance	-142,4	-142,4
TOTAL DES FONDS PROPRES TIER 2	382,1	404,8
TOTAL DES FONDS PROPRES REGLEMENTAIRES (TIER 1 + TIER 2)	1 891,2	1 908,5
Encours pondérés au titre du risque de crédit	15 771,4	16 758,5
Encours pondérés au titre du risque de marché	1,4	6,6
Encours pondérés au titre du risque opérationnel	905,4	863,1
TOTAL DES ENCOURS PONDERES	16 678,2	17 628,2
RATIOS DE SOLVABILITE		
Ratio Tier 1	9,0 %	8,5 % ⁽²⁾
Ratio de solvabilité global	11,3 %	10,8 % ⁽²⁾

(1) Les déductions Bâle 2 sont déduites à hauteur de 50 % des fonds propres de base et à hauteur de 50 % des fonds propres complémentaires.

(2) Sans prise en compte des exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers (l'exigence Bâle 2 ne pouvant être inférieure à 80 % de l'exigence Bâle 1).

6

Tables de concordance

1. Table de concordance de l'actualisation

Rubriques	N° de page du Document de Référence	N° de page de l'actualisation
1. Personnes responsables	210	4
2. Contrôleurs légaux des comptes	210	5
3. Informations financières sélectionnées		
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur, pour chaque exercice	6-7	-
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	-	9-10
4. Facteurs de risque	37 ; 78 à 89 ; 208	-
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1. Histoire et évolution de la Société	205	8
5.2. Investissements	8 ; 14 ; 28 ; 102-103	-
6. Aperçu des activités		
6.1. Principales activités	16 à 21	13 à 18
6.2. Principaux marchés	97-98	40
6.3. Evénements exceptionnels	-	8
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers, ou de nouveaux procédés de fabrication	208	-
6.5. Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	-	-
7. Organigramme		
7.1. Description sommaire du Groupe	11	-
7.2. Liste des filiales importantes	11 ; 76-77 ; 181-182	34-35
8. Propriétés immobilières, usines, équipements		
8.1. Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	102-103	-
8.2. Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	-	-

Rubriques	N° de page du Document de Référence	N° de page de l'actualisation
9. Examen de la situation financière et du résultat		
9.1. Situation financière	22 à 27	19 à 23
9.2. Résultat d'exploitation	22 à 26	19 à 23
10. Trésorerie et capitaux		
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	44 à 50	27 à 29
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	51	30
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	96 ; 106 ; 107 ; 114	43-44
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	-	-
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1	-	-
11. Recherche et développement, brevets et licences	-	-
12. Informations sur les tendances	28	8-24
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	-	-
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction Générale		
14.1. Conseil d'Administration et Direction Générale	4	6
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction Générale	184 à 186	-
15. Rémunérations et avantages		
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	187 à 195	-
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	131	-
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1. Date d'expiration des mandats actuels	4 ; 184 à 186	6
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	-	-
16.3. Informations sur le comité d'audit et le comité de rémunération de l'émetteur	4 ; 29-30 ; 187-188	8
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	-	-

Rubriques	N° de page du Document de Référence	N° de page de l'actualisation
17. Salariés		
17.1. Nombre de salariés	23 ; 125 ; 177	20 ; 47
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	190 ; 192 à 194	-
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	207	-
18. Principaux actionnaires		
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	207	-
18.2. Droits de vote différents des actionnaires sus-visés	207	-
18.3. Contrôle de l'émetteur	207	-
18.4. Accord connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	-	-
19. Opérations avec des apparentés	131-132 ; 181-182 ; 198 à 200	-
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1. Informations financières historiques	44 à 133 ; 139 à 183	-
20.2. Informations financières pro forma	-	-
20.3. Etats financiers	44 à 133 ; 139 à 183	-
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	134-135 ; 196-197	-
20.5. Date des dernières informations financières	44 ; 141	25
20.6. Informations financières intermédiaires	-	25 à 50
20.7. Politique de distribution des dividendes	207	29
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	208	-
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	-	-
21. Informations complémentaires		
21.1. Capital social	205 ; 207	-
21.2. Acte constitutif et statuts	205-206	-
22. Contrats importants	-	-
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	-	-
24. Documents accessibles au public	206	-
25. Informations sur les participations	11 ; 76-77 ; 181-182	-

2. Table de concordance du rapport financier semestriel

En application de l'article 212-13 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L.451-1-2 du Code Monétaire et Financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers :

Rubriques	N° de page
Etats financiers au 30 juin 2012	25 à 50
Rapport semestriel d'activité	9 à 24
- Evènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels	-
- Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice	-
- Principales transactions intervenues entre parties liées	-
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière du 1^{er} semestre de l'exercice 2012	51
Attestation du Responsable du document	4

AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS

AMF

Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 30 août 2012 conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'AMF sous le numéro D.12-0462-A01. Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 27 avril 2012 sous le numéro D.12-0462. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'information visée par l'AMF.

Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire.

BANQUE
COURTOIS 

Banque
Kolb 

Banque
Laydernier 

BANQUE
NUGER 

Banque
Rhône-Alpes 

Banque
Tarneaud 

Société
Marseillaise de Crédit 

Crédit
du Nord 